



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

16. Stadtratsprotokoll / 16^{ème} procès-verbal du Conseil de ville

Séance du mercredi 14 décembre 2011 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 14. Dezember 2011, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bösch Andreas, Brassel Urs, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Eschmann René, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grivel Pierre-Yves, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Habegger Hans Peter, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hügli Daniel, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Köhli Hans Ulrich, Lachat Thomas, Linder Fiorella, Löffel Christian, Magnin Claire, Menekse Ali, Mischler Peter, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Simon Fatima, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Calegari Patrick, Dunning Samantha, Isler Peter

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, Maire

Conseillers/ères municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Steidle Silvia, Schlauri René, Schwickert Barbara

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Monique Esseiva, Présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
189. Approbation de l'ordre du jour	684
190. Communications du Bureau du Conseil de ville	684
• Décompte de la compétence de la CDG	684
191. Élection de remplacement d'un membre à la Commission des tutelles	685
192. Demandes de contributions 2011	685
193. 20000646 Champs-de-Boujean-Est / Équipement technique (routes et installations d'évacuation des eaux) / Décompte du crédit d'engagement	687
194. 20110318 Assainissement de la station de couplage au chemin de la Scierie / crédit d'engagement	689
195. 20110335 Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2012 / Crédit d'engagement	690
196. 20110212 Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)	690
• Discussion générale	691
• Règlement	709
○ Chapitre 1. Généralités, art. 1 à 5	709
○ Chapitre 2. Tâches, art. 6 à 15	711
○ Chapitre 3. Organisation, art. 16 à 29	714
○ Chapitre 4. Conseil municipal et Conseil de ville, art. 30 à 33	717
○ Chapitre 5. Gestion financière, art. 34 à 45	725
○ Chapitre 6. Dispositions finales et transitoires, art. 46 à 51	726
• Message	726
• Projet d'arrêté	732
197. Discours d'adieux Thomas Lachat	736
198. Nouvelles interventions	737

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue et déclare cette 16^{ème} et probablement dernière séance de l'année du Conseil de ville ouverte. Selon l'avancement de nos travaux ce soir, j'espère consacrer la soirée de demain uniquement à notre repas annuel et partager un moment d'amitié. Je vous donnerai de plus amples informations à l'issue de la séance de ce soir. J'aimerais vous remercier pour votre engagement et de la bonne collaboration durant cette année et me réjouis de pouvoir compter sur votre coopération efficace en 2012.

Vous trouvez sur vos tables:

- Propositions d'amendements de la Commission de gestion (feuille bleue), du Groupe des Verts (feuille verte) ainsi que du Groupe socialiste (feuille orange) concernant le point 8 de l'OJ, 20110212 "Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne en une entreprise municipale autonome".
- Le livre "Hans Stöckli und zwanzig Jahre Bieler Stadtentwicklung" de Werner Hadorn. Il s'agit d'un cadeau du Conseil municipal.
- Un "Grittibänz" offert par la Guilde de la Vielle-ville de Bienne.
- La lettre de Noël du Secrétariat parlementaire.
- Un flyer de Canal 3 "Devenez membre du club".
- Le journal MIX (novembre 2011).
- La 4^{ème} édition du journal Vision2035

189. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

190. Communications du Bureau du Conseil de ville

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'ai reçu aujourd'hui la démission pour fin décembre 2011 de Monsieur Thomas Lachat, membre du Groupe socialiste. Nous prendrons congé de Monsieur Lachat à l'issue de cette séance.

Décompte de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 8. Dezember 2011 die Abrechnung 20010109 Ersatz Graugussleitungen Gas und Wasser 2003 / Nachkredit der Sicherheits-, respektive Finanzdirektion, in eigener Kompetenz und **einstimmig genehmigt.**

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je donne la parole à Monsieur Cédric Némitz, qui a préparé une résolution de soutien au projet "Campus Biel-Bienne" à l'attention du Conseil de ville.

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe de soutien au "Campus Biel-Bienne" a proposé que le Conseil de ville vote une résolution, afin de soutenir le projet "Campus Biel-Bienne". Le texte de cette résolution a été distribué dans les groupes et a récolté, à première vue, un avis favorable. Je peux encore le multicopier pour ceux qui le souhaitent. Le Groupe socialiste vous propose d'adopter cette résolution pour le soutien du projet "Campus Biel-Bienne".

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous propose de faire circuler cette résolution de soutien au projet "Campus Biel-Bienne".

191. Election de remplacement d'un membre à la Commission des tutelles

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Le Groupe des Verts propose d'élire Madame Claire Magnin, en remplacement de Madame Verena Soncini. Y a-t-il d'autres propositions? Ce n'est pas le cas.

Vote

En remplacement de Madame Verena Soncini et sur proposition du Groupe des Verts est élue:

Madame Claire Magnin

192. Demandes de contributions 2011

Fischer Pascal, Fraktion BVP plus: 2011 gingen 15 Spendengesuche ein, dem Stadtrat werden gerade mal vier davon vorgelegt! Ich finde, es hätte nicht viel mehr Arbeit bedeutet, alle 15 Gesuche aufzulisten, um dem Stadtrat einen Überblick über alle eingegangenen Gesuche zu ermöglichen. Im Stadtrat war man sich einig, dass ein Drittel der Gesamtsumme für Spenden in der Region Biel-Seeland, ein Drittel für Schweizer Projekte und ein Drittel für weltweite Projekte verwendet werden sollen. Gemäss vorliegendem Antrag gehen CHF 24'000.- an internationale Organisationen und nur CHF 6'000.- bleiben in der Region. Das entspricht einem Verhältnis von 4:1. Dass unsere eigene Bevölkerung, und erst noch Behinderte, so benachteiligt werden, findet die Fraktion BVP plus gar nicht gut. Behinderte können in irgendeinem Lebensbereich nicht für sich selber sorgen und sind wirklich auf Hilfe angewiesen. Alle wissen, dass die IV-Renten seit Jahren gekürzt werden. Wahrscheinlich reicht sonst das Geld nicht aus, um es den IV-BetrügerInnen nachwerfen zu können... Handkehrum soll nun Geld an eine Organisation gespendet werden, die sowieso bereits von vielen - ob freiwillig oder nicht - unterstützt wird: Wer zum Beispiel ein Pack Pampers kauft, finanziert damit eine Spritze gegen irgendeine Krankheit in irgendeinem Dritt-Welt-Land mit. Das ist gut. Im Winter werden Säfte mit Strickmützen verkauft, deren Erlös an die notleidende Bevölkerung irgendeines anderen Landes geht. Auch das ist eine gute Sache. Im Coop werden Grittibänze verkauft, deren Erlös teilweise an die Aktion "Jeder Rappen zählt" geht. Dauernd

werden derlei Organisationen unterstützt und nun soll auch noch der Stadtrat CHF 24'000.- spenden. Es handelt sich jeweils um grosse Organisationen mit einem riesigen Verwaltungsapparat und vielen Angestellten, die aber sicher nicht alle ehrenamtlich arbeiten. Deshalb hat die Fraktion BVP plus zwei Fragen:

1. Kann über die vorgeschlagenen Beiträge diskutiert werden?
2. Wenn nicht, kann über die Beiträge einzeln abgestimmt werden?

Ist das nicht möglich, muss die Fraktion BVP plus dieses Beitragsgesuch ablehnen.

Grünenwald Samuel, au nom du Bureau du Conseil de ville: D'après les propos de Monsieur Fischer, le Bureau du Conseil de ville aurait pu soumettre cette année quinze demandes de contributions au Conseil de ville. Or, le Bureau du Conseil de ville n'a jamais procédé de cette manière. Les membres du Conseil de ville peuvent, à tout moment, consulter les demandes de contributions. Ces dossiers sont à disposition au Secrétariat parlementaire.

Cette année, le Bureau du Conseil de ville a décidé de soumettre au Conseil de ville quatre demandes, sur les quinze qui ont été envoyées. Ces demandes de contributions sont en effet préalablement étudiées par le Bureau du Conseil de ville. Différents facteurs et critères dictent l'attribution des dons. Le Bureau du Conseil de ville tient notamment compte des affaires doublement subventionnées et prend soin d'éviter les répétitions de contributions. C'est après une étude minutieuse des dossiers et dans le respect de ces critères, que le Bureau a décidé, à l'unanimité, de proposer quatre demandes de contribution au Conseil de ville:

1. 20'000 fr. en faveur de la Chaîne du Bonheur. À mon avis, c'est le choix le plus judicieux. Il s'agit en effet de venir en aide à 10 millions de personnes de la Corne de l'Afrique. Cette contribution de 20'000 fr. ne représente qu'une petite goutte d'eau sur une pierre très brûlante. Cet argent sera utilisé sur la durée et dans les meilleures conditions.
2. 3'000 fr. en faveur de la Fondation SMT (Scouts Malgré Tout) Cette fondation soutient un foyer à la Neuveville pour personnes à handicap, qui s'engage envers les personnes handicapées et encourage leur intégrations sociale.
3. 3'000 fr. en faveur d'une organisation locale, la Fondation Brüttelenbad, qui est un lieu de résidence et de travail pour personnes handicapées, situé à Brüttelen dans le Seeland. Dans ce cas, le Bureau du Conseil de ville a constaté un octroi de dons à répétition. Cependant, n'ayant reçu aucune autre demande de contributions régionales, le Bureau du Conseil de villa a tout de même retenu cette demande d'aide.
4. 4'000 fr. à Swiss Aids Care International. Cette organisation fait une demande en faveur de "Newlands Clinic Training Centre" à Harare au Zimbabwe. Cette institution forme du personnel soignant professionnel dans les soins à apporter aux personnes atteintes des maladies HIV et AIDS.

Monsieur Fischer demande de voter ces demandes de contributions de façon individuelle. Je prie la Présidente du Conseil de ville de prendre position par rapport à cette demande. Le Bureau du Conseil de ville propose d'approuver ces demandes de contributions.

Baltzer Niklaus, Stadtratsbüro: Ich möchte Herrn Fischer die Liste mit allen Gesuchen überreichen. Daraus ist ersichtlich, wie oft die gleichen Organisationen

Gesuche stellen. Es ist ja nicht nur wichtig, wer für dieses Jahr Gesuche einreichte, sondern auch in den Vorjahren. Auch das ist aus dieser Liste ersichtlich.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Fischer ayant demandé un vote séparé, nous allons voter ces demandes de contributions 2011 point par point.

Vote

Le point 1 est accepté.

Le point 2 est accepté.

Le point 3 est accepté.

Le point 4 est accepté.

Vote

Sur proposition du Bureau du Conseil de ville du 1er novembre 2011, et s'appuyant sur l'art. 5, let. b du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Un crédit de 30'000 fr. à la charge du compte 18000.317.50000.23 (crédit du Conseil de ville) est accordé.
2. Le Bureau du Conseil de ville est chargé d'exécuter cet arrêté.

193. 20000646 Champs-de-Boujean-Est / Équipement technique (routes et installations d'évacuation des eaux) / Décompte du crédit d'engagement

Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion: C'est la deuxième fois que le Conseil de ville traite cet objet. Vous vous souviendrez certainement, qu'au mois d'avril 2011, le Conseil de ville avait renvoyé le décompte du crédit d'engagement concernant l'équipement technique (routes et installations d'évacuation des eaux) des Champs-de-Boujean-Est au Conseil municipal. Trois questions étaient alors soulevées concernant principalement la répartition des charges sur le compte des eaux usées, respectivement sur le compte courant du génie civil. Le Conseil municipal a répondu complètement à ces questions dans son rapport du 28 octobre 2011. Une charge de 5'246'766 fr. avait été comptabilisée sur le compte des eaux usées en lieu et place du compte du génie civil. Un contrôle du décompte global a révélé, qu'aucun changement d'écriture n'avait été effectué dans le compte des eaux usées de 1984 à 1993. Cette correction d'écriture appropriée des dépenses pour les années 1984 à 1993 a finalement été comptabilisée au 1^{er} janvier 2011. La Commission de gestion vous propose donc d'approuver ce décompte de manière à ce que ce dossier, qui date de plus de 25 ans puisse enfin être liquidé.

Suter Daniel, au nom du Groupe Forum: Rien ne s'oppose, désormais, à ce que ce décompte relatif au crédit d'engagement «Champs-de-Boujean Est / Équipement

technique (routes et installations d'évacuation des eaux)» soit définitivement approuvé. L'incongruité sur la manière de comptabiliser les dépenses pour les années 1974 à 1993 a désormais été corrigée. Cette erreur, présente dans la première version du rapport, a d'ailleurs échappé aux contrôles internes de l'Administration. Elle n'a été décelée, que lors de la dernière présentation du rapport en avril au Conseil de ville. Le rapport que le Conseil municipal nous livre aujourd'hui présente un compte d'investissement allégé de quelques 5,245 mio. fr. Le Conseil municipal fait également allusion, dans son rapport, aux effets de ces différentes corrections d'écritures, qui engendrent une augmentation du capital communal et par conséquent de la charge des intérêts grevant le compte des eaux usées d'un montant annuel d'environ 200'000 fr. À mon avis, les amortissements changent en raison du fait que le capital engagé par la Ville est moins important, alors que celui du compte spécial des eaux usées est plus chargé. Malheureusement, ces répercussions ne sont pas détaillées dans ce rapport. Cela peut techniquement se justifier, mais pratiquement il aurait été sans doute possible et utile, de présenter ce décompte dans le contexte actuel. En matière de transparence, il serait utile de connaître, dès à présent, les effets de cette correction sur les comptes 2011. J'aimerais demander au Directeur des finances, de nous fournir plus de détails et de précisions à ce sujet. En outre, la justification de l'écart du crédit est justifiée correctement et représente une moindre dépense. S'agissant des réflexions concernant la renonciation à demander des contributions aux propriétaires fonciers, elles peuvent sans doute être approuvées ainsi que l'ensemble de ce décompte.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke dem GPK-Sprecher für die Zustimmung. Bei komplizierten Abstimmungen braucht der Baudirektor halt zwei Anläufe... Die vorliegende Abrechnung umfasst ungefähr 20 Bundesordner. Die Unstimmigkeiten gehen auf die Jahre 1984-1993 zurück. Natürlich bin ich Herrn Suter dankbar, dass er die Fehler entdeckte. Zwar wurde nicht mehr oder weniger Geld ausgegeben, aber es waren andere Konten betroffen, zum Beispiel das Abwasserkonto. Dieses verfügt noch über genügend Geld und die neu über dieses Konto verbuchten CHF 5,5 Mio. fallen der Stadtrechnung zu. Es wurde die Frage gestellt, weshalb dies nicht detailliert ausgewiesen wurde. Vielleicht kann dazu der Finanzdirektor etwas sagen. Die Finanzkontrolle versicherte mir jedenfalls, dass die erwähnte Buchung beim Rechnungsabschluss 2011 sichtbar werde, weil das Gemeindegeld erhöht wird. Dies meine Ausführungen zu diesen Abgrenzungsbuchungen.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Die Ausführungen von Herrn Klopfenstein kann ich bestätigen. Der Buchgewinn ist in den Unterlagen ersichtlich. Im Unterschied zu gewissen Liegenschaftsgeschäften hat er keine direkte Zweckbindung. Deshalb verbessert sich das Rechnungsergebnis 2011 um diesen Betrag. Was der Stadtrat damit anfangen will, steht im Juni 2012 zur Diskussion. Theoretisch wäre es möglich, jetzt einen Antrag für eine bestimmte Verwendung zu stellen. In den Augen des Gemeinderats würde dies aber keinen Sinn machen, denn dieses Geld soll nicht einem bestimmten Zweck gewidmet werden, sondern als ausserordentlicher Faktor in das Rechnungsergebnis 2011 einfließen. Was mit dem - voraussichtlich roten - Endergebnis passieren soll, entscheidet sich nächstes Jahr. Das ist ein völlig normaler Vorgang. Es gibt immer wieder ausserordentliche Ereignisse aufgrund irgendwelcher Vorgänge, wenn auch nicht gerade in dieser Höhe. Das Prinzip ist aber immer das Gleiche: Im Lauf des Jahres entscheidet der Gemeinderat nur bei

gewissen Liegenschaftsgeschäften über direkte Zuweisungen, alles andere fliesst dem Jahresergebnis zu. Die vorliegende Abrechnung fällt einfach besonders auf, weil es sich um grössere Beträge handelt.

Vote

Au vu le rapport du Conseil municipal du 28 octobre 2011 concernant «Champs-de-Boujean Est / Équipement technique (routes et installations d'évacuation des eaux) / Décompte du crédit d'engagement», et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Le décompte relatif au crédit d'engagement «Champs-de-Boujean Est / Équipement technique (routes et installations d'évacuation des eaux)», avec un total d'investissements nets de 2'130'194 fr 43 pour les installations routières, et de 6'979'237 fr. 11 pour les installations d'évacuation d'eaux usées, est approuvé.

194. 20110318 Assainissement de la station de couplage au chemin de la Scierie / crédit d'engagement

La parole n'est pas demandée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 21 octobre 2011 concernant Assainissement de la station de couplage du chemin de la Scierie / crédit d'engagement, et s'appuyant sur l'article 39, alinéa 1, lettre a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

1. Un crédit d'engagement de 1'305'000.00 fr. pour l'assainissement de la station de couplage du chemin de la Scierie est octroyé.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est habilité à procéder à des modifications dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable.
4. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

195. 20110335 Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2012 / Crédit d'engagement

Sutter Andreas, GPK: Das Planen von unplanbaren Ersatzinvestitionen ist immer schwierig. Trotzdem hat der Stadtrat über das vorliegende Geschäft zu beraten. Die GPK befürwortet, dass beim ESB eben auch das Unplanbare aufgrund von Erfahrungszahlen geplant wird. Diese Erfahrungen zeigen, was kaputt gehen könnte und welche Investitionen zu erwarten sind. Trotzdem kann kein genauer Betrag eingesetzt werden. Deshalb findet es die GPK richtig, einen globalen Betrag im Budget 2012 vorzusehen und empfiehlt die Zustimmung zu diesem Geschäft.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum stimmt dieser Vorlage zu und ist mit den CHF 1,5 Mio. einverstanden. Sicher ist es richtig und wichtig, dass reagiert werden kann, wenn etwas kaputt geht, oder wenn etwas Unplanbares planbar wird, wie es mein Vorredner sagte. Dieses Geschäft ist ein gutes Beispiel, um aufzuzeigen, dass dem ESB unbedingt die finanziellen Kompetenzen für solche Investitionen übergeben werden müssen. Damit kann er handeln und der Stadtrat braucht in Zukunft keine solchen Vorlagen mehr zu diskutieren.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 28 octobre 2011 concernant «Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2012 / Crédit d'engagement», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Un crédit d'engagement de 1'500'000 fr. est accordé pour lesdits petits objets généraux du domaine de l'électricité pour 2012.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

196. 20110212 Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'ai prévu de traiter l'objet de la manière suivante:

1. Discussion générale du rapport du Conseil municipal
2. Discussion du Règlement, inclus la votation des propositions d'amendements

3. Discussion du message au peuple, inclus les propositions d'amendements, le texte de l'initiative et la proposition de la Commission de gestion relative à la mise sur pied d'une Commission de rédaction
4. Vote du projet d'arrêté

Discussion générale

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Heute Abend findet voraussichtlich ein Prozess seinen Abschluss im Parlament, welchen der Gemeinderat 2008 mit der Formulierung seines Schwerpunktes 13.4, der Neudefinition der Unternehmensstrategie ESB, einleitete. Das Parlament erkannte in der Folge, dass die Strommarktliberalisierung tiefgehende Veränderungen für Energieversorgungsunternehmen mit sich bringen wird und liess sich auf den Überprüfungsprozess bezüglich Unternehmensstrategie und Rechtsform ein. Eine Mehrheit des Stadtrates befürwortete am 28. April 2011 die Rechtsformänderung in eine selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt und gab dem Gemeinderat den Auftrag zur Ausarbeitung der heutigen Vorlage. Nur eine Ratsminderheit bekundet Mühe mit diesen Änderungen und kämpft seit Februar 2009 mit Bürgern und Bürgerinnen in Form einer Initiative für die Unveräusserlichkeit des Leitungsnetzes und damit auch indirekt für die Aufrechterhaltung des Status Quo beim ESB. Wenn der Stadtrat heute die Änderung der Rechtsform bei ESB als Antrag des Gemeinderats und als Gegenentwurf zur Initiative auf dem Tisch hat, ist dies völlig legitim. Art. 17 Abs. 4 der Stadtordnung (SGR 101.1) sagt nämlich: *"Die Einreichung einer Initiative hindert die Weiterbehandlung oder Erledigung der betreffenden Angelegenheit durch die zuständige Behörde nicht."* Art. 21 Abs. 2 der Stadtordnung (SGR 101.1) sagt: *"Der Stadtrat kann der Initiative einen Gegenentwurf gegenüberstellen."*

Sowohl die Mehrheit als auch die Minderheit des Stadtrats haben ein gemeinsames Ziel, nämlich den ESB als städtisches Unternehmen, als Dienstleister und als Arbeitgeber langfristig zu erhalten. In der Frage, wie dieses Ziel zu erreichen sei, unterscheiden sich jedoch die Meinungen stark. Weil die grosse Mehrheit am 28. April 2011 dem Gemeinderat den Auftrag zur Änderung der Rechtsform erteilte, erübrigt sich heute Abend eine Grundsatzdebatte darüber, ob dies richtig oder falsch ist. Nun geht es darum, zu entscheiden, ob der Bericht des Gemeinderats umfassend ist, ob das Reglement eine demokratische Steuerung und Kontrolle im Wesentlichen zulässt, ob beim ESB markttaugliche Strukturen und damit unternehmerischer Spielraum geschaffen wird, ob er finanziell auf sicheren Beinen steht, ob der Service Public garantiert ist und ob die bestehenden Arbeitsplätze und Anstellungsbedingungen erhalten bleiben.

Ziel der Vorlage und des neuen Reglements ist, die bestmöglichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass der ESB unter den veränderten Bedingungen eines liberalisierten Strommarktes als sicheres und zuverlässiges Energieversorgungsunternehmen agieren kann, dass er einen hochstehenden Service Public garantieren kann und dass die bestehenden Arbeitsplätze erhalten bleiben. Der Weg zu diesem Ziel führt über die neue Rechtsform, also über ein neues Reglement, über eine neue Organisationsstruktur, über erweiterte Kompetenzen und über eine neue Finanzierungsstruktur. Dass dies im Moment der richtige Weg ist, zeigen auch Erfahrungen aus anderen Gemeinden, welche die Rechtsform ihrer

Energieunternehmen ebenfalls ändern, sei es in eine öffentlich-rechtliche Anstalt oder in eine AG. Die betroffenen Unternehmen können im liberalisierten Strommarkt bestehen und sind erfolgreich. Das Elektrizitätswerk Zürich (EWZ) ist in diesem Sinn eine grosse Ausnahme. Bis heute änderte es seine Rechtsform nicht, da die Ausgangslage eine ganz andere ist. Es verfügt nämlich über grosse Beteiligungen an Kraftwerken und produziert erheblich mehr elektrische Energie, als es im eigenen Netz absetzen kann. Der ESB hingegen produziert höchstens 15% des von ihm verkauften Stroms selber. Da das EWZ viel günstigen Strom produziert, kann es auch grosse Gewinne erzielen. Ob dies weiterhin so sein wird und ob sich die Organisationsform des EWZ auch in Zukunft nicht ändern wird, wird sich aber zeigen müssen. Das defizitäre Glasfaserprojekt lässt bereits erste Zweifel aufkommen.

Der Gemeinderat formulierte für den ESB in der neuen Rechtsform fünf strategische Ziele. Diese fliessen in das Reglement ein. Es geht um die langfristige Werterhaltung, einen hochstehenden Service Public, die strategische Steuerung und demokratische Kontrolle, erneuerbare Energien und Energieeffizienz sowie die Sicherung der Arbeitsplätze und der Arbeitsbedingungen.

Nach dem Wegfall der Monopole können die Energieversorgungsunternehmen langfristig nur dann erfolgreich und konkurrenzfähig sein, wenn sie genügend unternehmerischen Spielraum haben. Das heisst, sie müssen schnell agieren können, die Entscheidungswege müssen kurz sein und sie müssen eine gewisse finanzielle Selbstständigkeit haben. All das ist beim heutigen ESB nicht der Fall. Er ist ein sehr kleiner Betrieb, der unternehmerische Handlungsspielraum ist sehr gering, die Entscheidungswege sind lang und die Kompetenzen sehr bescheiden, die liquiden Mittel sind sehr gering und die Gewinnausschüttung fällt mehrheitlich der Stadt zu. Der ESB hat keine Möglichkeit, frei verfügbare Eigenkapitalreserven aufzubauen. Der Service Public ist aber gut und soll dies auch weiterhin bleiben dank entsprechenden kantonalen und städtischen Vorgaben. Dabei wird ganz wichtig sein, dass der Sanierung und Erneuerung des Netzes eine hohe Aufmerksamkeit gewidmet wird. Die strategische Steuerung und die demokratische Kontrolle werden künftig über das Reglement, über die Eigentümerstrategie und über den Leistungsauftrag erfolgen. Auf der operativen Ebene wird der ESB genügend Freiraum zur Umsetzung der Strategie und des Leistungsauftrags erhalten. Das heisst, künftig wird die Politik weiterhin die Vorgaben definieren und die Fachleute auf dem Markt rasch umsetzen. Das bedeutet auch eine weitgehende Gewaltentrennung zwischen der politischen Behörde und dem Verwaltungsrat. Ziel ist, auch erneuerbare Energien zu fördern und für Energieeffizienz zu sorgen, auch dort schlägt der Gemeinderat einen weiteren wichtigen Pflock ein. Es geht darum, den ESB zu ökologischen und sozialen Zielen sowie zu Energieeffizienz zu verpflichten, ohne damit aber seine wirtschaftliche Existenz zu gefährden. Die neue Unternehmensform und die Finanzstruktur bieten einen erweiterten Spielraum für die Rekrutierung von Fachpersonal und SpezialistInnen. Bei Anstellungen soll sich der ESB an branchenübliche und städtische Anstellungsbedingungen halten. Neu wird ein Gesamtarbeitsvertrag GAV ausgehandelt. Der Anschluss an die städtische Pensionskasse bleibt gewährleistet.

Ich fasse zusammen: die Steuerung des ESB läuft künftig über ein Reglement, welches in die Kompetenz des Stadtrates fällt und dem fakultativen Referendum unterliegt. Die Bevölkerung kann also mitreden. Die Eigentümerstrategie liegt in der

Kompetenz des Gemeinderats und der Leistungsauftrag wird vom Verwaltungsrat umgesetzt.

Die GPK wurde vom Stadtrat beauftragt, den Prozess einer Überführung des ESB in eine neue Rechtsform zu begleiten. Sie fühlte sich in diesen Prozess gut eingebunden. Die Zusammenarbeit zwischen der GPK und den Behörden war sehr gut. Die GPK ist der Meinung, dass der vorliegende Bericht einen guten Überblick über die Konzeption des neuen Reglements gibt. Die in der Vernehmlassung aufgebrachten, das Reglement betreffenden Aspekte flossen in dieses ein, soweit sie sachlich und formell begründet waren. Die Gründe, weshalb Anliegen nicht aufgenommen wurden, sind nachvollziehbar aufgeführt. Zwei wichtige Themenbereiche wurden in diesem Bericht bis zum Schluss ausgeklammert, die Eigentümerstrategie und die finanziellen Auswirkungen inklusive das Dotationskapital. Die GPK hätte gerne eine Vorlage verabschiedet, welche auch diese Aspekte transparent aufgezeigt hätte. Das Dotationskapital legte der Gemeinderat mittlerweile auf CHF 50 Mio. fest. Dieser Betrag ist durch Gespräche zwischen dem Gemeinderat, dem ESB und einer externen Firma abgesichert. Die GPK wünschte sich auch, dass heute Abend die Eigentümerstrategie vorliegen würde. Gemäss Gemeinderat war deren Erarbeitung bis heute Abend zeitlich aber nicht möglich. Zudem macht es auch keinen Sinn, die Eigentümerstrategie ohne Einbezug des neuen ESB-Direktors zu erstellen. Zudem meinte der Gemeinderat, die wesentlichen Grundzüge der Eigentümerstrategie seien im Reglement bereits enthalten. Die GPK kann damit leben.

Aufgrund ihrer Vorprüfung ist die GPK der Ansicht, dass der Bericht des Gemeinderats und der Reglementsentwurf grundsätzlich in Ordnung sind. Die GPK stellt fest, dass der ESB einen höheren unternehmerischen Spielraum erhält, ihm aber auch eine höhere unternehmerische Verantwortung übertragen wird. Es werden markttaugliche Strukturen geschaffen. Die finanziellen Startbedingungen sind in Ordnung. Die Kompetenz zur Gestaltung von Preisen und Gebühren im Detail muss beim operativen Organ liegen, um auf Veränderungen auf dem Markt schnell reagieren zu können. Die demokratische Kontrolle ist aber weiterhin gewährleistet und stufengerecht. Auch die Gewaltentrennung ist gewährleistet. Die Anstellungen erfolgen neu nach Privatrecht und sind in einem GAV geregelt und somit ebenfalls in Ordnung. Wenn ich heute Abend das durch den PVBB (Personalverband der Stadt Biel) und den VPOD (Verband des Personals Öffentlicher Dienste) verteilte Flugblatt lese, sehe ich, dass sie sogar von Verbesserungen der Anstellungsbedingungen und von einer Stärkung der Position des Personals sprechen.

Die Initiative "zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes", welche im Bericht auch erwähnt wird und zur Diskussion steht, lehnt die GPK ab. Die GPK ist der Meinung, dass die Angst der Initianten vor einer Privatisierung des ESB und dessen Leitungsnetzes aufgrund des vorliegenden Reglements ungerechtfertigt ist. Auch die Angst, die demokratische Kontrolle und Steuerung gehe verloren, ist verfehlt. Weiter ist die GPK der Meinung, dass mit Annahme der Initiative das Überleben des ESB als erfolgreiches Unternehmen nicht gewährleistet würde und der ESB als attraktiver Arbeitgeber verloren gehen könnte. Zudem ist unklar, was sich die Initianten unter einem "neuen Betriebsmodell" vorstellen. Die GPK hat den Eindruck, dass die vorgeschlagene Änderung der Rechtsform in der momentanen Situation die richtige Lösung ist.

Nun muss ich noch kurz den Änderungsantrag der GPK zum Beschlussesentwurf erwähnen. Dieser liegt auf den Tischen auf. **Die GPK beantragt, Ziffer I A des Beschlussesentwurfs wie folgt anzupassen:**

1. Das Begehren ~~der Gemeindeinitiative~~ **der Initiative** "zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes", ~~wonach das Leitungsnetz für Gas, Wasser, Elektrizität und Kommunikation/Datentransfer (Bsp. Glasfaser) nicht in eine Aktiengesellschaft oder in eine andere Rechtsform überführt werden darf~~, wird abgelehnt.
2. Der ~~Gegenvorschlag~~**entwurf** des Stadtrates, ~~den Energie Service Biel/Bienne (ESB) per 1. Januar 2013 in das selbständige Gemeindeunternehmen (selbständige öffentlich-rechtliche Anstalt) Energie Service Biel/Bienne (ESB) zu überführen~~, wird genehmigt.

Dieser angepasste Beschlussesentwurf würde auch in die Botschaft einfließen. Unter römisch II möchte die GPK eine Ergänzung im Zusammenhang mit der Botschaft anbringen. Sie verlangt die Einsetzung einer Redaktionskommission, welche die Botschaft redigiert und namens des Stadtrats definitiv verabschiedet. Darauf wird der Stadtrat aber später noch zu sprechen kommen. Die GPK ist der Ansicht, dass durch die Einsetzung einer Redaktionskommission keine zweite Lesung der Botschaft im Stadtrat mehr nötig wäre.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Aujourd'hui, la politique fait plaisir! Le Conseil national a donné, dans le cadre des élections nationales, une formidable leçon de politique à la Suisse. J'aimerais commencer mon exposé par vous dire, que je ne peux que vous inciter à suivre les recommandations de l'Association du personnel avec un remerciement particulier à tous ceux qui ont ainsi simplifié le travail du Conseil de ville. Les entreprises d'approvisionnement en électricité doivent, en effet, s'attendre au développement d'une concurrence accrue, face à laquelle Énergie Service Biel/Bienne (ESB) va devoir s'adapter, car le départ de la clientèle est difficilement récupérable. La Commission fédérale de l'électricité prendra des mesures à caractère obligatoire en modifiant les tarifs et en limitant les coûts acceptables. Ces décisions obligent ESB à être hautement efficace, pour pouvoir conserver son existence dans un marché qui se libéralise et qui devient de plus en plus dynamique. À cela s'ajoute, le devoir d'augmenter la part des énergies renouvelables et ESB devra également être plus concurrentielle en la matière. Viennent ensuite les exigences financières formulées dans le Règlement. Si une autonomie d'ESB est possible, c'est avant tout parce qu'ESB reste à 100% propriété de la Ville. Ainsi, toutes manœuvres cachées de privatisation d'ESB échouerait, car la surveillance de l'ensemble des activités d'ESB revient au Conseil de ville. Le Groupe Forum ne voit pas, à ce stade, pourquoi le Conseil de ville refuserait de concéder à ESB une autonomie, dont elle a urgemment besoin. Cette flexibilité lui permettrait de réagir en temps voulu et de prendre les mesures garantissant son avenir, sans que ses finances ne coulent. Il s'agit, en effet, de garder les prix aussi bas que possible, sans s'enfoncer financièrement.

Contrairement à ce que prétendent les opposants, la Ville n'a plus de choix. Il faut qu'elle se modernise et réorganise la gestion de ses énergies. ESB deviendrait ainsi le centre autonome d'approvisionnement spécialisé dans les domaines de l'électricité, de l'eau et du gaz. Il convient en effet de disposer des liaisons, de l'information et de la connaissance du secteur permettant d'agir dans des domaines aussi complexes.

La politique énergétique suisse prend ainsi une nouvelle orientation et soulève de nombreuses questions:

- D'où doit provenir le courant?
- Quels sont les investissements à réaliser?
- Comment concilier rentabilité et respect de l'environnement?
- Dans quelle proportion devons-nous dépendre de l'étranger?

C'est un défi de taille, qui va bien au-delà de la simple question du nucléaire. Le Groupe Forum recommande d'approuver la modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome ainsi que le Règlement, y compris la proposition d'amendement proposée par la Commission de gestion. Il en va de l'avenir d'ESB et de notre énergie.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Ich nehme es vorweg: Die Fraktion Grüne Biel ist gespalten, die Fraktionssitzung dauerte lange und die Diskussion war sehr intensiv. Auf allen politischen Ebenen machen sich die Grünen stark für einen qualitativ hochstehenden Service Public. Sowohl der "Service", also die Leistung und die Qualität, wie auch das "Public", respektive die demokratische Mitsprache und Kontrolle, sind ihnen sehr wichtig. Zudem liegen ihr die Förderung von erneuerbaren Energien und die Energieeffizienz sowie der Ausstieg aus der Atomenergie am Herzen. Im Weiteren setzten sich die Grünen schon immer für gute Arbeitsbedingungen für das Personal ein. All das sind unverändert ur-grüne Inhalte. Somit ist das vorliegende Geschäft für die Fraktion Grüne Biel sehr wichtig.

Die Materie ist sehr komplex. Der Bericht ist den Umständen entsprechend gut abgefasst. Der ESB soll auch bei veränderten Spielregeln, beispielsweise der Strommarktliberalisierung, weiter bestehen. Die Rahmenbedingungen für den ESB müssen aber heute optimiert werden, damit Biel auch in Zukunft auf eine eigene Energieversorgung zählen kann und die Arbeitsplätze erhalten bleiben. Ich bin davon überzeugt, dass die Arbeitsplätze des ESB mit all seinen Arbeitsplätzen am sichersten sind, wenn das Unternehmen mit der Konkurrenz mithalten kann. Der ESB braucht aber mehr Kompetenzen, wobei der Stadtrat dafür zuständig ist, die notwendige demokratische Kontrolle sicherzustellen.

Eine knappe Mehrheit der Fraktion Grüne Biel ist der Meinung, dass es mit einer öffentlich-rechtlichen Anstalt möglich sein wird, den strategischen und politischen Einfluss der Stadt beizubehalten und gleichzeitig die Entscheidungswege auf der operativen Ebene zu verkürzen. Die Grüne Partei Biel forderte in der Vernehmlassung zum Reglement einige Ergänzungen. Viele wurden im Reglement aufgenommen, besten Dank. Beispielsweise die Anliegen, den ESB dazu zu verpflichten, im Verwaltungsrat einen Sitz für die Sozialpartner vorzusehen. Die Mehrheit der Fraktion Grüne Biel ist der Meinung, dass eine Änderung der Rechtsform zu einer öffentlich-rechtlichen Anstalt akzeptiert werden kann, sofern einige Forderungen im Reglement geregelt, resp. dieses ergänzt wird. Deshalb finden Sie auf dem Tisch die Änderungsanträge der Fraktion Grüne Biel. Für uns ist es unabdingbar, dass die Eigentümerstrategie vom Stadtrat genehmigt werden muss. Wir wollen auch eine stärkere demokratische Kontrolle der finanziellen Kompetenzen des ESB, ohne aber gleichzeitig lange Entscheidungswege zu verursachen. Über die Anträge der Fraktion wird der Stadtrat aber erst später diskutieren. Die Fraktion Grüne Biel will auf die Debatte eintreten und ist bereit, den Stadtrat von ihren

Anträgen zu überzeugen. Ob sie dem Geschäft heute Abend zustimmen kann, hängt davon ab, ob diese Anträge angenommen werden. Der unveränderten Vorlage des Gemeinderats kann die Fraktion Grüne Biel grossmehrheitlich nicht zustimmen, weil ihrer Ansicht nach darin der demokratischen Kontrolle noch zu wenig Rechnung getragen wird.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Mit der Liberalisierung des Strommarktes änderten sich die Grundlagen im Energiegeschäft und in der Energieversorgung. Deshalb muss die Struktur des ESB jetzt an die neuen gesetzlichen und politischen Wirklichkeiten angepasst werden. Die Zeiten sind vorbei, in welchen alle BielerInnen ihren Strom beim ESB beziehen mussten. Zukünftig können sie ihn auch bei der BKW, der Axpo oder irgendeinem ausländischen Produzenten beziehen. Die unternehmerische Freiheit, welche der Stadtrat dem ESB mit dieser Vorlage geben will, ist nötig, damit der ESB in einem zunehmend flexiblen Umfeld bestehen kann. Der ESB muss aus dem starren und unflexiblen Konzept der Stadtverwaltung und einem potenziell politischen Hickhack im Stadtrat befreit werden. Es ist nicht mehr denkbar, dass der ESB jede Investition und jeden Kredit von über CHF 300'000.- im Stadtrat beantragen muss, oder dass jede mögliche Beteiligung von über CHF 5 Mio. einer Volksabstimmung unterliegt und somit eine Firma im liberalisierten Markt von StadträtInnen und Volksabstimmungen "geführt" wird. Wichtige unternehmerische Entscheide bleiben so unter Umständen aus oder werden falsch gefällt.

Dass das Netz nicht verkauft werden darf, ist sicher richtig und auch für die Fraktion GLP ein zentraler Punkt. Es muss aber möglich sein, wenn nötig Produktionsanlagen verkaufen zu können, um rasch auf Veränderungen auf dem Markt reagieren zu können. Vielleicht muss sogar einmal eine Anlage verkauft werden, um Geld für eine bessere Investition zu haben. Vielleicht geraten die Preise auf dem Strommarkt durch ausländische Dumping-Angebote dermassen unter Druck, dass der Strom nicht mehr profitabel produziert und verkauft werden kann. Diesfalls müssten die Stadtfinanzen zur Deckung von allfälligen Fehlbeträgen hinhalten. Um inskünftig diesen möglichen Szenarien am besten begegnen zu können, braucht der ESB eine neue Rechtsform. Die Fraktion GLP findet es zudem richtig, dass die Mitarbeitenden des ESB einem Gesamtarbeitsvertrag (GAV) unterstellt werden. Allerdings hoffte sie, dass der GAV nicht ganz so starr ausfallen würde wie das städtische Personalreglement. Offenbar hoffte sie aber vergebens. Ich glaube nicht, dass das für einen Betrieb auf dem freien Markt gut ist.

Den VolksvertreterInnen, welche mit klassenkämpferischen Tönen Behauptungen aufstellen wie diejenigen, der ESB würde in einem zweiten Schritt verkauft (auch wenn sich dazu das Volk zu äussern hätte...), die Gebühren würden steigen (das werden sie sowieso) oder die Auslagerung sei abenteuerlich, möchte ich folgendes sagen: Sie können wie der Vogel Strauss ihre Köpfe in den Sand stecken und hoffen, der Sturm gehe vorüber. Der Sturm der Liberalisierung geht aber nicht so schnell vorüber. Er ist gekommen, um zu bleiben. Das kann akzeptiert werden oder auch nicht. Auf Gemeindeebene jedenfalls kann daran aber nichts geändert werden. Ich komme zum Schluss: Die Fraktion GLP steht hinter diesem Geschäft. In ihren Augen wurde vom Gemeinderat ein guter, weitsichtiger Kompromiss zwischen einem privaten und einem Verwaltungsbetrieb ausgearbeitet. Dass eine Vernehmlassung durchgeführt wurde, findet die Fraktion GLP sehr gut und hofft, dass dies in Zukunft auch bei anderen grossen Geschäften so gemacht wird. Dadurch können

verschiedene Positionen bereits in einer frühen Projektphase einbezogen werden, was gut ist. Die Fraktion GLP wird diesem Geschäft zustimmen und es dem Volk zur Annahme empfehlen, auch wenn der eine oder andere Änderungsantrag noch einfließen sollte. Das Grundkonzept ist gut und ganz im Sinne der Fraktion GLP.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Es ist bekannt, dass der Fraktion SP auch Mitglieder des Initiativkomitees angehören. Dies führte zu heftigen Diskussionen innerhalb der Fraktion. Grundsätzlich lässt sich feststellen, dass die Anliegen der Initiative mit dem Vorschlag des Gemeinderats in weiten Teilen übereinstimmen. Beide wollen keine Privatisierung und das Leitungsnetz nicht verkaufen. Auch ein guter Service Public, eine starke demokratische Kontrolle und gute Arbeitsbedingungen für das Personal sind für beide Seiten unbestritten. Einzig in der Frage der Rechtsform sind sich Initianten und Gemeinderat nicht einig.

Die Mehrheit der Fraktion SP ist der Ansicht, dass der ESB durch eine Ausgliederung gestärkt wird und so für die Zukunft gerüstet wäre. Eine Minderheit bestreitet dies und sieht in der Ausgliederung einen ersten Schritt zur Privatisierung. Geteilter Meinung ist die Fraktion SP auch bezüglich der Mitbestimmung durch das Volk. Die Mehrheit findet, die Mitsprache durch das Volk sei im neuen Reglement besser verankert als heute. Es definiert eine Organisation, die viele hohe Anforderungen wirtschaftlicher, ökologischer und sozialpartnerschaftlicher Natur zu erfüllen hat. All diese Randbedingungen werden im Reglement umschrieben. Die Verantwortung und das demokratische Mitspracherecht sind sehr gross, denn letztlich erlassen Stadtrat und Volk dieses Reglement. In diesem Sinn ist die Mitsprache des Volkes für eine Mehrheit der Fraktion SP gewahrt. Eine Minderheit bekundet mit dieser Argumentation jedoch Mühe. Die Mehrheit der Fraktion SP wiederum würde es begrüßen, wenn die Eigentümerstrategie nicht vom Gemeinderat, sondern vom Stadtrat beschlossen würde, damit die demokratische Anbindung des ESB zusätzlich verbessert werden könnte. Die Fraktion SP tritt auf dieses Geschäft ein.

Sutter Andreas, Fraktion BVP plus: Es gibt immer wieder Leute, die gegen jede Veränderung sind. Was heute beschlossen wird, ist aber nicht für alle Zeiten sakrosankt. Möglicherweise kommt es eines Tages zu weiteren Veränderungen, denn die Welt entwickelt sich weiter. Ich bin überzeugt, dass anlässlich der Gründung des ESB ähnlich denkende Leute mit den gleichen Argumenten am Rednerpult standen. Vielleicht waren sie nicht im gleichen Saal, vielleicht hatten sie noch keine Mikrofone, aber sicher sträubten sie sich mit ähnlichen Argumenten gegen die Schaffung des ESB. Ich bin überzeugt, dass seinerzeit gesagt wurde, mit der Schaffung des ESB würde alles schlechter. Tatsache ist aber, dass dank des heute bestehenden ESB alles besser wurde: die Qualität des Wassers (insbesondere die Menge, aber auch die Kontrolle), die Gasversorgung, die ökologischen Rahmenbedingungen, die Stromversorgung. Auch die Menge des verkauften Stroms konnte enorm gesteigert werden, gleichzeitig sanken die Preise massiv, insbesondere wenn die Kaufkraft berücksichtigt wird. Verschiessen Sie sich doch nicht dem Gang der Zeit! Mit dem neuen Reglement wird lediglich der Status Quo rechtlich fixiert, verändern wird sich nicht viel. Der ESB wird nicht wirklich ausgegliedert, es gibt keine AktionärInnen und auch keine anderen MiteigentümerInnen, die über den ESB bestimmen werden. Es wird lediglich ein Verwaltungsrat gebildet, der die Strategie bestimmt. Ein Stromunternehmen muss heute gewisse Freiheiten ausloten können, wenn es überleben will. Der ESB muss überleben, damit die aus dem lokalen Strommarkt

erzielte Wertschöpfung in Biel bleibt. Darum geht es heute im Wesentlichen und darum muss auch die Rechtsform angepasst werden. Der Verwaltungsrat soll über die Strategie und konkret über die möglichen Freiheiten des ESB bestimmen können. Der Antrag, der Stadtrat solle die Strategie bestimmen, ist absurd. Wer über Strategien entscheidet, muss bei deren Entwicklung mitdiskutieren können. Dass dies bei einer Legislative nicht gut kommen kann, sagen auch wesentlich gescheitere Leute als ich. Ein Parlament ist nicht in der Lage, Strategien zu verabschieden, denn es diskutiert über das, was ihm die Verwaltung via Exekutive vorsetzt. Der eine oder andere Punkt wird dabei verschärft oder abgeschwächt. Aus diesen Gründen finde ich es nicht sinnvoll, im Stadtrat eine Strategiediskussion zu führen. Zum Glück beschränkt sich die Fraktion Grüne Biel in ihrem Antrag wenigstens auf die Eigentümerstrategie und will nicht auch noch bei der Betriebs- oder Unternehmensstrategie mitdiskutieren, denn das wäre fatal. Diesfalls würde wirklich besser der Status Quo beibehalten, auch wenn dadurch sogar ein gewisser Rückschritt erzielt würde. Heute hat der ESB bereits eine gewisse Teilautonomie. So verfügt er beispielsweise über höhere Finanzkompetenzen und kann über gewisse Projekte in eigener Kompetenz entscheiden.

Die Fraktion BVP plus ist für ein Eintreten auf dieses Geschäft und unterstützt einige der Anträge. Darauf kommen wir noch zurück. Dem Initiativkomitee möchte die Fraktion BVP plus empfehlen, die Initiative zurückzuziehen. Wenn es die Initiative aufrecht erhält, wird das Abstimmungsverfahren relativ kompliziert. Faktisch käme ein doppeltes Nein der Annahme der Initiative gleich. Deshalb ist eine Variantenabstimmung eigentlich überflüssig. Ich appelliere nochmals an die Vernunft des Initiativkomitees, die Initiative zurückzuziehen. Dies würde eine einfache Ja-Nein-Abstimmung ermöglichen.

Ogi Pierre, PSR: Rien ne va plus, les jeux sont faits! Le casino d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) est lancé! 50 mio. fr. de dotation et si cela ne suffit pas le Conseil municipal augmentera la mise de 50 mio. fr. de plus. La poule aux œufs d'or est prête à se faire plumer! C'est le mouvement perpétuel et quand il n'y a plus d'argent, il y en a encore! Si la Ville continue d'investir dans la société ESB par quinzaines de millions et qu'elle le fait à mauvais escient, il faudra alors prendre la décision de privatiser une partie de cette industrie, pour pouvoir survivre. Le nouveau Règlement d'ESB stipule, que le Conseil d'administration d'ESB peut engager du personnel. Quel personnel pense-t-il engager? Pense-t-il engager des "traders", qui ne parleront que l'anglais et qu'ESB enverra acheter du courant produit avec des énergies renouvelables d'Espagne au fin fond de la Mer du Nord! Ces "traders" parcourront des kilomètres, car cela serait irresponsable de ne pas savoir quoi acheter. Ils produiront beaucoup de notes de frais générées par ces déplacements. Cette nouvelle mentalité, que la Ville prévoit d'introduire est inadmissible!

Le Syndicat VPOD/SSP (Syndicat des Services publics) biennois et toutes ses sections sont opposés à la privatisation d'ESB. La Ville sous-entend, que les conventions de travail collectives seront mieux adaptées à cette entreprise. Je suis d'accord en ce qui concerne les postes supérieurs, mais pour les employé(e)s, cela n'a jamais été le cas. Je salue toutes les personnes rassemblées, ce soir, autour de cette question. Je pense notamment aux cadres d'ESB, car les employé(e)s, eux, sont certainement au travail!

Il s'agit donc d'acheter de l'électricité, avec une rapidité extraordinaire. Celles et ceux présents au Conseil de ville, il y a huit ans, ont lu le rapport du cabinet PricewaterhouseCoopers en la matière. Cette étude expliquait, que les entreprises produisant leur propre courant n'étaient pas rentables. Aujourd'hui, huit ans après, une autre étude émerge et dit exactement le contraire. Qui croire? À l'avenir, il faudra semble-t-il assurer les lignes et agir plus rapidement, mais cela ne saurait être mieux qu'aujourd'hui. Barbara Schwickert, Directrice des travaux publics, planche depuis trois ans sur ce dossier et n'a pas une seule fois étudié le modèle de Zürich, qui marche fantastiquement bien. C'est incompréhensible! Le Conseil municipal propose, non seulement de privatiser l'énergie, mais également l'eau, notre bien le plus précieux. Je demande la démission de Barbara Schwickert du Conseil municipal. Vous avez trop déçu la population biennoise!

Hügli Daniel, SP: Die übrigen Gewerkschaften sind im Gegensatz zum VPOD der Meinung, dass die Ausgliederung nicht nur eine betriebliche, sondern eine politische Grundsatzfrage darstellt. Deshalb lehnen die anderen Gewerkschaften die Ausgliederung ab und wollen das Leitungsnetz schützen. Wie ich der Diskussion entnehme, haben eigentlich alle das gleiche Ziel: auch in Zukunft eine gut funktionierende Versorgung der Bieler BürgerInnen mit Strom, Wasser und Gas. Die Wege dahin unterscheiden sich aber. Der Weg über eine Ausgliederung führt wohl irgendwann ins Abseits, der Weg des Initiativkomitees und der Gewerkschaften hingegen ist zukunftssträftig, bietet Versorgungssicherheit und demokratische Kontrolle. Es ist nicht so, dass das Initiativkomitee und die Gewerkschaften für den Status Quo sind. Sie sind zwar gegen die Ausgliederung, nicht aber gegen Änderungen, das möchte ich klar festhalten. Anpassungen sind sicher nötig. Bereits vor ungefähr 10 Jahren konnten die Gewerkschaften mittels einer Initiative gewisse Anpassungen durchbringen. Die heutigen Kompetenzen des ESB hat er aufgrund dieser Bemühungen. Ich hörte Aussagen über den "Sturm der Liberalisierung". Ich würde dies eher als "Sturm der Neo-Liberalisierung" betiteln. Die in der Diskussion auch vom Gemeinderat geäusserten Argumente sind sehr stark vom Neo-Liberalismus geprägt. Auch das Stichwort Museum ist gefallen. Weder die Gewerkschaften noch der Stadtbetrieb ESB gehören ins Museum! Ins Museum gehört aber der Neo-Liberalismus, dieses Denken, dass der Markt alles bestimmt und die Menschheit diesem Mechanismus hilflos ausgeliefert ist. Das ist nicht der Fall, und das weiss zumindest die linke Ratshälfte sehr gut. Bei der anderen Seite bin ich mir nicht so sicher.

Die Gewerkschaften und das Initiativkomitee wehren sich gegen eine experimentelle Privatisierung auf Raten. Vielmehr sollte auf die Erfahrungen gesetzt werden, die in den letzten Jahren mit dem ESB als Teil der Stadtverwaltung gemacht wurden. Es ist wichtig, dass die demokratische Kontrolle erhalten bleibt. Die beste demokratische Kontrolle hat die Bieler Bevölkerung mit der heutigen Rechtsform. Es ist klar, dass diese noch weiter ausgebaut werden könnte. Weiterhin wichtig bleibt ein starker Service Public. Dieser kann aber nicht von irgendeinem Dienstleister erbracht werden, sondern nur von einem stadteigenen Dienstleister, und zwar nicht nur für die nächsten zwei oder drei Jahre, sondern längerfristig. Deshalb heisst das Ziel der Gewerkschaften auch nicht ESB, sondern ESP: Energie Service Public. Für die Gewerkschaften ist es wichtig, dass dieser auch in Zukunft gewährleistet ist. Mit der Ausgliederung gibt es keine Garantie mehr. Klar könnten Referenden ergriffen oder Unterschriftensammlungen durchgeführt werden, aber diese kosten immer Geld und

die BürgerInnen wollen nicht alle paar Jahre darüber abstimmen, ob weiter privatisiert werden soll oder nicht.

Es geht nun darum, einen Pflock einzuschlagen. Den Gewerkschaften ist insbesondere der Schutz des Leitungsnetzes wichtig, und dass dieses langfristig im Eigentum der Stadt bleibt. Auch gute Anstellungsbedingungen sind ihnen weiterhin wichtig. Die beste Garantie hierfür ist das Verbleiben des ESB bei der Stadt und nicht ein Gesamtarbeitsvertrag (GAV), der immer wieder neu ausgehandelt werden kann. Bei genauem Hinsehen bringt der GAV schon jetzt eine Verschlechterung. So konnte mir bisher noch niemand erklären, weshalb eine Ausgliederung wirklich nötig ist. Auch mit der bestehenden Rechtsform ist alles möglich! Der Stadtrat hat dies in der Hand und ich weiss nicht, weshalb die nötigen Änderungen nicht schon lange gemacht wurden. Das Initiativkomitee und die Gewerkschaften sind klar gegen eine Ausgliederung.

Noch kurz zur Sprecherin der GPK: Der Vorschlag des Gemeinderats darf nicht als Gegenentwurf zur Initiative angesehen werden. Beim einen Punkt geht es um das Leitungsnetz, beim anderen um den ESB. Deshalb ist die von der GPK vorgeschlagene Kürzung des Beschlussesentwurfs nicht nachvollziehbar.

Freuler Fritz, Grüne Biel: Die Energiefrage ist eine der wichtigsten Gesellschaftsfragen unserer Zukunft. Sie wird den Stadtrat nicht nur heute und morgen beschäftigen, sondern auf Jahrzehnte hinaus, denn es ist klar, dass die Rezepte der bisherigen Energiepolitik inskünftig nichts taugen. Was für eine Energiepolitik will Biel? Diese so zentrale Frage muss aus der Mitte unserer Gesellschaft gestellt werden und dort auch beantwortet werden. Energie ist langfristig gesehen zugleich ein knappes, wie auch ein existenzielles Gut. Deshalb ist es absolut unerlässlich, über Energiefragen unter Anwendung demokratischer Spielregeln zu debattieren und letztlich zu befinden. Was für eine Energiepolitik will Biel? Über diese zentralen gesellschaftspolitischen Anliegen verhandelt der Stadtrat aber heute nicht, sondern über die formale Frage, ob der ESB aus der Stadtverwaltung ausgegliedert werden soll. Die vorgeschlagene Änderung der Rechtsform ist meines Erachtens der falsche Weg, dies aus folgenden vier Gründen:

1. Die Ausgliederung würde bedeuten, dass diese zentrale Gesellschaftsfrage, welche Energiepolitik Biel betreiben will, in Zukunft vor allem nach betriebswirtschaftlichen Kriterien beurteilt wird statt nach gesellschaftlichen Kriterien in einem demokratischen Entscheidungsprozess. Der Gemeinderat würde eine seiner Kernaufgaben an einen Verwaltungsrat delegieren.
2. Eine selbstständige Anstalt, auch wenn sie öffentlich-rechtlich ist, entwickelt eine eigenständige Dynamik. Im Zuge der Ausgliederung werden die Einflussmöglichkeiten der Politik laufend abnehmen. Gleichzeitig nimmt die Abhängigkeit des Gemeinderates vom Verwaltungsrat zu, somit auch diejenige der Bevölkerung und der Unternehmen, die auf eine gute Energieversorgung angewiesen sind. Welche Entwicklung durch die Ausgliederung droht, lässt sich am Beispiel der Bernischen Kraftwerke (BKW) antizipieren. Obwohl der Kanton Bern die Mehrheit der BKW-Aktien besitzt, kann der Regierungsrat seine Energiestrategie im Verwaltungsrat nicht durchsetzen. Regierungsrätin Barbara Egger sah sich mit ihrer gesellschaftspolitischen Optik vielmehr derart isoliert, dass sie in aller Öffentlichkeit ihren Austritt aus dem Verwaltungsrat in Erwägung zog.

3. Durch die Ausgliederung würde der Verwaltungsrat Kompetenzen erhalten, die weit über diejenigen des Gemeinde- und Stadtrats hinausgehen. Der Gemeinderat hat eine Finanzkompetenz von CHF 300'000.-. Der Stadtrat debattierte im Oktober eine Stunde lang über die Schaffung von 1,6 Stellen in Quartiertreffs. Nun sollen fünf Verwaltungsratsmitglieder künftig über Geschäfte im Umfang von CHF 15 Mio. entscheiden können und dabei unternehmerische Risiken eingehen, für die dennoch letztlich die Bieler Steuerzahlenden haftbar bleiben. Der ESB ist zwar nicht "to big to fail", aber "to important to fail"...
4. Es gibt keinen zwingenden Grund, den ESB heute aus der Verwaltung auszugliedern. Dass der ESB Strategiedefizite aufweist und auf der operativen Ebene ungenügend ausgestattet ist, bestreite ich nicht. Es ist aber die Aufgabe der politisch Verantwortlichen, diese Defizite über eine langfristige Energiestrategie für den Wohn- und Wirtschaftsstandort Biel zu beheben. Die Chancen, dass dies gelingt, stehen gut, ist doch heute nicht mehr ein Vertreter der Autopartei für die städtische Energiepolitik zuständig, sondern eine profilierte Vertreterin der Grünen.

Beim Atomausstieg geht es um ein politisches Projekt, das demokratisch beschlossen, umgesetzt und kontrolliert werden muss. Welche Energiepolitik aber will Biel? Der Stadtrat muss für diese zentrale Gesellschaftsfrage Verantwortung wahrnehmen! Er darf sie nicht an den Verwaltungsrat delegieren. In diesem Sinne empfehle ich dem Stadtrat, die Anträge der Fraktion Grüne Biel zum Reglement zu unterstützen, weil heute noch nicht bekannt ist, welche der beiden Vorlagen in der Volksabstimmung eine Mehrheit finden wird.

Morier-Genoud Michèle, PSR: J'aimerais revenir sur les paroles de mon collègue Pierre Ogi. À mon sens, un débat politique comme celui de ce soir, sur des positions aussi antagonistes, nécessite le respect de l'opinion des autres membres du Conseil de ville, mais également des membres du Conseil municipal, qui je vous le rappelle, sont élus par les électeurs et électrices de la Ville de Bienne.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Je suis membre du Conseil de ville depuis environ neuf ans. La séance de ce soir est sans doute l'une des séances les plus importantes à laquelle j'ai pu prendre part. Le Conseil de ville fait face à des discussions politiques et des décisions fondamentales, pour l'avenir de la société Énergie Service Biel/Bienne (ESB). ESB fonctionne-t-elle bien ou mal, par rapport à sa situation actuelle? Personnellement, je suis d'avis qu'ESB fonctionne très bien. Une multitude de projets voient le jour et je relève une vraie préoccupation de la part d'ESB par rapport aux économies d'énergie, notamment par des investissements massifs dans les énergies renouvelables. Cette bonne gestion, il convient de le reconnaître, c'est aussi en partie grâce à l'engagement de Barbara Schwickert.

Je ne suis pas d'accord avec la proposition d'externalisation d'ESB. Il s'agit tout de même d'externaliser l'électricité, l'eau, le gaz, l'infrastructure et le personnel. C'est tout le savoir-faire d'ESB, actuellement en mains de la collectivité biennoise, qui passera aux mains de tiers. Ces biens doivent absolument rester sous le contrôle public. Il faut absolument rester vigilant et maintenir un contrôle strict sur ces entreprises, qui permettent à l'État d'en financer d'autres.

Ayant déposé une motion en 2005, "Bienne, Ville "zone hors AGCS", adoptée par le Conseil de ville, puis-je aujourd'hui, de manière cohérente, voter cette

externalisation? Je me suis longuement posée cette question. Le Conseil municipal affirme, qu'ESB restera une entreprise entièrement en mains de la Ville de Bienne. Il ne faut cependant pas oublier, qu'avec cette externalisation, la Ville perd en grande partie le contrôle sur cette entreprise (tarifs, émoluments, budget et investissements). Les aliénations, jusqu'à 3 mio. fr., ne seront plus discutées au niveau public. La Ville perdra un contrôle public extrêmement important. Il s'agit d'une perte énorme, dans une période où le contrôle public doit être renforcé et il faut être très vigilant, afin que ces biens communs mènent une activité de véritable service public, c'est-à-dire universel, accessible à tous(tes) et sûr. Il ne faut pas oublier, que l'accessibilité de certains services à la population, tels qu'ESB, a priorité sur les aspects financiers. De part le Règlement fixé, la Ville de Bienne n'a plus de préséance, quant à la fixation des tarifs réels, des émoluments supplémentaires et en particulier à l'utilisation du domaine public. Cette nouvelle situation laisse fortement envisager le risque d'augmentation des tarifs. Aujourd'hui, le Conseil municipal fixe les tarifs et les émoluments, hier c'était le Conseil de ville et demain ce sera un Conseil d'administration. Ce Conseil d'administration aura les compétences nécessaires pour aliéner les biens d'ESB, jusqu'à concurrence de 3 mio. fr. et réaliser des investissements, jusqu'à concurrence de 15 mio. fr. Tout cela sans devoir en référer au propriétaire, soit au Conseil municipal de la Ville de Bienne. Les pertes seront bien sûr à la charge de la Ville de Bienne et de ses contribuables.

À mon sens, la proposition du Conseil municipal n'est pas acceptable. Le Conseil municipal prétend qu'ESB pourra agir très rapidement et aura besoin d'une bonne marge de manœuvre. Or, je ne vois pas où est le problème, car le Conseil municipal se réunit toutes les semaines et peut rapidement décider sur un dossier. En outre, personne de sensé ne dépense plusieurs millions de francs en une semaine. Cette proposition est indécente. Le débat se cantonne, aujourd'hui, seulement sur le Règlement d'ESB, mais ce qui est plus fondamental, c'est la stratégie et la politique énergétique visée par la Ville de Bienne. Je me réjouis de pouvoir prendre part à ce débat sur la politique énergétique de Bienne, mais je dois dire que je suis assez déçue.

Le personnel d'ESB a aujourd'hui le sentiment, que ses conditions de travail seront améliorées grâce l'externalisation d'ESB. Mais, ce qui est beaucoup plus préoccupant dans cette affaire, c'est que dans ce cas de figure, la Ville de Bienne renonce à toutes responsabilités dans une entreprise, qui pourtant lui appartient. Je suis toutefois d'accord avec certains propos du Conseil municipal: il faut donner à ESB une plus grande autonomie, notamment pour faire face à de nouveaux défis. Il convient de permettre à ESB de se réorienter durablement et écologiquement. Je suis persuadée, que ceci peut être réalisé, sans devoir externaliser ESB. Il s'agit avant tout de faire face aux problèmes qui se posent, en raison de la position particulière de cette entreprise au sein de l'Administration. Je pense, qu'ensemble les acteurs politiques trouveront les meilleures solutions. C'est certainement aller à contre courant, par rapport aux idées modernes d'aujourd'hui, mais c'est aussi faire preuve de courage politique. Je soutiens l'initiative, mais je soutiendrai également la proposition d'amendement déposée par le Groupe des Verts.

Gurtner Roland, Passerelle: Sauvegarder la valeur d'ESB et de son réseau, c'est garantir le service public et la sécurité en matière d'approvisionnement. Il s'agit non seulement de garantir de bonnes conditions de travail au personnel, mais également,

d'après les représentants du Syndicat VPOD/SSP, de les améliorer. Les propositions du Conseil municipal, avec la nouvelle forme juridique, sont les suivantes: garantir, voir renforcer le contrôle démocratique grâce à un contrat de prestations et maintenir des places de travail. Je ne vois pas, ce que l'initiative va apporter de plus que cela. Le réseau d'ESB est très bon et c'est un bien commun dont il faut prendre soin et auquel il faut donner les moyens de survivre dans un marché libéralisé. Ce réseau va continuer d'appartenir à la Ville avec la nouvelle forme juridique et je trouve malhonnête, de parler ici de privatisation. Passerelle soutient la nouvelle forme juridique d'ESB et soutiendra aussi la proposition d'amendement du Groupe des Verts, qui va dans le sens d'un renforcement du contrôle démocratique.

Baltzer Niklaus, SP: Mit dem bisherigen Zustand des ESB hatte ich bis zur Wahl von Frau Schwickert grösste Mühe. Grüne und SP versuchten in x Anläufen, den ESB ökologischer zu gestalten. Die bestehende Struktur fand ich zu Amtszeiten von Herrn Scherrer wenig beweglich und flexibel, ja nicht einmal sehr demokratisch. Zwar konnte im Stadtrat viel dazu geredet werden, aber es ist ja nicht das, was Demokratie ausmacht. Ausschlaggebend ist nur das, was schlussendlich auch umgesetzt werden kann. Deshalb bin ich von der bisherigen Struktur enttäuscht, auch wenn der ESB im Grossen und Ganzen heute gut läuft. Ich erhoffe mir durch die Änderung der Rechtsform in eine öffentlich-rechtliche Anstalt eher mehr politische Einflussmöglichkeiten als bisher. Ich bezweifle, dass die Beibehaltung der heutigen Rechtsform Positives bringt.

Habegger Markus, SVP: Ich bitte den Stadtrat, sich nicht Sand in die Augen streuen zu lassen. Wenn der ESB von der heutigen Rechtsform in eine andere wechselt, muss er anschliessend auch anders arbeiten! Es kann sein, dass für neue Aufgaben nicht mehr die gleichen Mitarbeitenden gebraucht werden. Es ist ebenfalls nicht so, dass der ESB dadurch ökologischer würde. Vielmehr müsste er sich vermehrt am Markt orientieren. Dadurch sähe alles etwas anders aus als heute! Als Ewiggestriger muss ich sagen, dass mir der ESB passt, so wie er heute ist. Am liebsten möchte ich ihn so belassen. Ich kenne sehr viele ESB-Mitarbeitende, die draussen arbeiten. Sie haben zu Recht Angst vor der neuen Rechtsform. Wenn der Strommarkt liberalisiert ist, erhalten sie Konkurrenz und dies hat Einfluss auf ihre Löhne. Alles wird nicht möglich sein, Ökologie, gute Arbeitsbedingungen und auch noch mehr Markt. Sobald ich das Wort Verwaltungsrat höre, der seinen Unternehmen Sorge tragen soll, drehe ich durch. Gerade heute war in den Medien zu lesen, wieviel Geld die Swisscom verlocht. Die Swisscom war früher sowohl näher beim Volk als auch bei der Politik... Irgendjemand muss bezahlen. Würde der ESB so handeln, müsste das Geld klar über die Strompreise eingenommen werden. Klar ist sowieso, dass der Strom immer teurer werden wird, da kann der Stadtrat beschliessen, was er will. Strom wird nicht ein wenig teurer, sondern massiv teurer. Das bisher beste Votum kam von der Fraktion SP. Es wurde gesagt, sie wolle dafür sorgen, dass der Stadtrat oberstes Gremium des neuen Unternehmens bleibe, um den gewählten VolksvertreterInnen ihren Einfluss auf den ESB zu belassen. Das finde ich gut und diesen Antrag werde ich unterstützen.

Löffel Christian, EVP: Egal, welche Rechtsform der ESB haben wird, die Marktliberalisierung wird sowieso etwas schmerzen, Herr Habegger. Veränderungen sind absehbar und lösen Ängste aus, das ist klar. Mit Veränderungen muss man leben. Einige RednerInnen sprachen heute Abend über die demokratische Kontrolle.

Für mich persönlich gewährt die neue Rechtsform genügend demokratische Kontrolle. Das Reglement geht relativ weit, gibt vieles vor und untersteht der demokratischen Kontrolle. Der - zumindest jetzt noch - linke Gemeinderat wird die Eigentümerstrategie entwickeln. Der Stadtrat muss sich also nicht allzu grosse Sorgen machen. Der Gemeinderat bestimmt auch den Verwaltungsrat und kontrolliert somit auch diesen. Deshalb unterstütze ich die Vorlage des Gemeinderats voll und ganz.

Sutter Andreas, BVP: Das Initiativkomitee verlangt demokratische Kontrolle. Ich wage zu behaupten, dass das eine Worthülse ist. Ich kann ein Beispiel nennen, bei welchem die demokratische Kontrolle mit der öffentlich-rechtlichen Anstalt besser funktioniert als heute. Vorhin lachte der Stadtrat, als Herr Ogi Frau Schwickert zum Rücktritt aufforderte. Wahl und Abwahl der politischen Behörden sind ein wichtiger Teil der demokratischen Kontrolle, im konkreten Fall meine ich die Verwaltungsratsmitglieder. Der Stadtrat lachte, weil er dachte, Frau Schwickert werde wegen der neuen Rechtsform des ESB nicht gleich abgewählt. Ich empfehle vielmehr, sie wieder zu wählen, denn sie stellt eine gewisse Garantie dar, weil sie versteht, wie der ESB funktioniert. Ein Verwaltungsrat würde aber vermutlich abgewählt, wenn er die im Reglement festgehaltenen ökologischen Auflagen des Stadtrates nicht einhält. Für die Abwahl eines Verwaltungsrates ist das Grund genug. Das ist demokratische Kontrolle. Auch der Service Public ist eine Worthülse des Initiativkomitees. Es soll doch aufzeigen, was damit gemeint ist neben den Aspekten, die Herr Gurtner bereits erläuterte. Service Public heisst manchmal Grundversorgung, manchmal Mindestbandbreite, manchmal Mindestdurchmesser, beim Fahrplan manchmal Mindesttakt und so weiter. Niemand kann sagen, dass der Service Public von der SBB, Swisscom oder der Post schlechter erbracht wird. Das Wesentliche wird im Leistungsauftrag oder im Reglement definiert. Dort kann von Service Public gesprochen werden, er sollte aber nicht als Worthülse missbraucht werden.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich danke für die Diskussion und die vielen qualifizierten Voten. Der Stadtrat hat sich vertieft mit der Thematik auseinandergesetzt. Der heute zu fällende Entscheid darf nicht auf die leichte Schulter genommen werden. Es ist wichtig, dass der Stadtrat über alle nötigen Informationen verfügt, um seinen Entscheid mit gutem Gewissen fällen zu können. Heute Abend geht es um Viel. Es geht um die Zukunft des ESB, um sein mittel- und langfristiges (möglichst gutes) Überleben, um die Versorgungssicherheit, um die Energiepolitik und um demokratischen Einfluss. Auf die einzelnen Punkte wird der Stadtrat noch zu sprechen kommen. Besonders möchte ich der GPK danken, welche sich meines Erachtens enorm in diese komplexe Materie einarbeitete. Positiv ausgedrückt ist die Stromwelt in den letzten Jahren um einige Aspekte reicher geworden. Der ESB ist nicht mehr in der gleichen Situation wie vor 10 oder 20 Jahren. Was Frau Stöckli Schwarzen als GPK-Sprecherin sagte, entspricht in den Grundzügen auch meinen Ansichten. In der Aprilsitzung dieses Jahres erteilte der Stadtrat dem Gemeinderat den Auftrag, eine Vernehmlassung zur möglichen Auslagerung des ESB durchzuführen. Diesen Auftrag hat der Gemeinderat ausgeführt und ich danke für die Rückmeldungen. Viele, sehr berechtigte Anliegen konnten in das vorliegende Geschäft aufgenommen werden. Bereits in der Vernehmlassung war aber das Echo auf diese Vorlage grundsätzlich sehr positiv.

In der erwähnten Aprilsitzung diskutierte der Stadtrat zudem über die Vor- und Nachteile von verschiedenen Rechtsformen. Dabei ging es um den Status Quo, den Status Quo+, die Aktiengesellschaft und die selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt, über welche heute befunden werden soll. Auch die langfristigen Ziele wurden aufgezeigt: Stärkung des ESB und des Volksvermögens, Sicherung der Arbeitsplätze, Einfluss auf die Energiepolitik (dieser ist auch für mich persönlich ein wichtiger Aspekt) und Werterhalt. Heute gilt es nun, zu überprüfen, ob diese Ziele mit dem vorliegenden Reglement erreicht werden können. Ich bin der Meinung, dass das Reglement sehr ausgewogen ausgefallen ist und vieles berücksichtigt werden konnte. Es wird nicht möglich sein, Volksvermögen auf irgendeine Art und Weise zu veräußern, was übrigens auch nie die Absicht des Gemeinderats war. Privatisierungen und Beteiligungen durch Dritte sind ebenfalls ausgeschlossen, denn der ESB hat eine andere Rechtsform als die BKW, die als Aktiengesellschaft verschiedene Beteiligte aufweist. Die Stadt wird auch in der neuen Rechtsform einzige Besitzerin des ESB bleiben. Auch die guten Arbeitsbedingungen werden beibehalten. Nicht umsonst unterstützen die zuständigen Gewerkschaften, nämlich der Personalverband der Stadt sowie der VPOD (wenn dieser auch nicht ganz geschlossen) die Vorlage. Erwähnte Organisationen haben die Erarbeitung der neuen Rechtsform sehr eng begleitet und haben an der Ausarbeitung des Gesamtarbeitsvertrags (GAV) mitgearbeitet. Sie wissen somit auch, was darin steht. Vielleicht habe ich eine etwas hohe Meinung von den Gewerkschaften. Ich finde aber, sie dürfen sich durchaus einbringen und könnten für einen künftigen Verwaltungsrat starke Partner sein. Sie werden die Interessen der Arbeitnehmenden einbringen. Würden sie dies nicht tun, wäre dies ein Armutszeugnis. Für die Gewerkschaften und insbesondere auch für den VPOD ist es wichtig, dass langfristig Arbeitsplätze gesichert werden, bei ihnen kommt dieses Anliegen an erster Stelle. Vorliegender GAV erfüllt beides. Das Reglement sieht zudem vor, dass die Gewerkschaften direkt im Verwaltungsrat Einsitz nehmen können, wie sie dies auch forderten. Es ist ein sehr gutes und berechtigtes Anliegen. Ich kann Ihnen versichern, dass weder für das Management noch für die HandwerkerInnen und Bauleute Nachteile gegenüber der heutigen Situation entstehen. Übrigens kann das städtische Personalrecht auch verändert werden, es ist nicht sakrosankt. Wenn über Personalmassnahmen gesprochen wird, bedeutet dies, dass auch die Stadt keine geschützten Arbeitsplätze anbietet. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass mit dem vorliegenden Reglement eine adäquate politische Einflussnahme gewährleistet wird. Sicher wird später noch darüber zu diskutieren sein, weshalb dem so ist. Die Politik kann aber auf strategischer Ebene Einfluss nehmen. Gemeinde- und Stadtrat verlieren nichts und können weiterhin den strategischen Rahmen vorgeben. Operativ erhält der ESB aber mehr Kompetenzen. Auch die finanziellen Rahmenbedingungen für die Stadt werden sich durch diese Rechtsformänderung nicht wesentlich verändern. Es gibt andere Aspekte, die zu Änderungen führen könnten.

Heute soll nun der erwähnte Schritt gemacht werden. Ich merke gut, dass dieser einigen Stadtratsmitgliedern nicht ganz geheuer ist, nun wo alles auf Papier in einem Reglement festgehalten ist. Noch ist nicht ganz klar, worauf sich die Stadt einlässt. Wie sieht die Zukunft aus? Das Bisherige kennt man und es könnte doch einfach beibehalten werden... Das stimmt und ich verstehe diese Ängste. Dennoch ist auch nicht bekannt, wie die Zukunft des ESB aussehen würde, wenn er in der jetzigen Rechtsform verbliebe. In der Energiepolitik befindet sich sehr viel im Wandel. Vielleicht erschrecken die einen oder anderen über den plötzlichen Mut des Stadtrats

im April. Das ist absolut normal. Ich kenne das aus anderen Gebieten, beispielsweise der Regionalisierung der Feuerwehr. Es gibt eine Phase, in welcher alle in die gleiche Richtung gehen wollen. Liegt das konkrete Projekt dann auf dem Tisch, gehen alle einen Schritt zurück und versuchen, möglichst wieder den alten Zustand herbeizuführen. Meistens kommt es dann zu einem Kompromiss. Heute ist es aber wichtig, dass beim ESB ein Schritt vorwärts gemacht wird und nicht der Status Quo zementiert wird. Wagen wir diesen Schritt! Loslassen kann auch etwas Gutes haben.

Von der GPK wurde bereits gesagt, dass verschiedene andere Werke als selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt funktionieren. In der näheren Umgebung sind dies Bern (ewb) und Basel (IWB), aber auch die Werke von Le Locle oder La Chaux-de-Fonds haben eine ähnliche Rechtsform. Die Gegner hegen grosse Ängste, die ernst genommen, aber nicht dramatisiert werden sollten. Ich möchte auf die Angst eingehen, die Änderung der Rechtsform sei ein erster Schritt hin zur Privatisierung oder zum Verkauf des ESB. Dazu kann ich sagen, dass keines der Werke, die heute als selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalten funktionieren, je einen Schritt weiter ging und zu einer AG wurde. Keiner dieser Energieversorger versuchte auch nur, Teile des Unternehmens oder des Netzes zu verkaufen. Das heisst, dass die selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt die adäquate Rechtsform ist, weil sie den nötigen operativen Spielraum zulässt, die Stadt aber trotzdem Eigentümerin bleibt. Weitere Schritte sind nicht nötig. Diejenigen, welche diese Angst hegen, kann ich also beruhigen. Ganz wichtig ist, dass ein Teilverkauf des Netzes und der dazugehörigen Anlagen ausgeschlossen ist. Diese Bestimmung ist sicher eine der wichtigsten im Reglement.

Die Strommarktliberalisierung kann man gut finden oder nicht. Ich habe selber eine Meinung. Es wurde aber bereits gesagt, dass sie eine Tatsache ist. Ist der ESB dem Neo-Liberalismus unterworfen und kann nur noch mitmarschieren? Wie kann er mit der Tatsache umgehen, dass der Strommarkt bereits heute teilliberalisiert ist und demnächst eine umfassende Marktliberalisierung wahrscheinlich ist? Die Schweiz ist keine Insel und die EU fordert von ihr, dass sie die Liberalisierung nun ganz vollzieht. Nur dann kann sie Energieverträge mit der EU abschliessen. Der ESB steht dieser Liberalisierung nicht hilflos gegenüber. Er muss aber versuchen, sich möglichst optimal zu positionieren. Aus meiner Sicht fand die Stadt mit dem vorliegenden Reglement eine gute Form. Der ESB bleibt nahe der Stadt, erhält aber operative Freiheiten. Das ist die beste Lösung, um das Überleben des ESB in einem liberalisierten Strommarkt langfristig zu sichern.

Im Stadtrat wurde die Erwartung geäussert, heute mehr über Energiepolitik sprechen zu können. Er diskutiert aber heute über das Reglement. Ein solches hat eine relativ hohe Flughöhe. Jeder Artikel darin könnte noch viel detaillierter ausformuliert werden. In einer späteren Phase wird es tatsächlich auch noch mehr festzulegen geben. Erst die Eigentümerstrategie wird die Inhalte des Reglements konkretisieren und weitergehende Aussagen zur Energiepolitik machen können. Die Leistungsvereinbarungen schliesslich werden noch detaillierter sein und zudem quantitative, für vier Jahre gültige Werte enthalten. Das Reglement enthält bereits Aussagen über die Energiepolitik, die meines Erachtens in die richtige Richtung gehen und soviel ich weiss auch unbestritten sind. Das bedeutet, dass die Energiepolitik weiterhin im Zentrum steht. Stadtrat und Bevölkerung können sich weiterhin dazu äussern. Übrigens kann der Atomausstieg durchaus auf Stufe des

Reglements festgehalten werden. Die Energiepolitik wird nicht an den Verwaltungsrat delegiert, sie gehört klar zu den strategischen Vorgaben, die im Stadtrat definiert werden sollen.

Herr Habegger spricht jeweils aus dem Herzen. Er sagt, heute habe der Stadtrat noch Einfluss, aber es wisse niemand, wie es mit dem ESB weitergehe. Ich glaube, das geht in das gleiche, bereits angeschnittene Kapitel: der Stadtrat wird auch weiterhin Einfluss haben. Herr Baltzer sagte es richtig: wie nimmt denn der Stadtrat den politischen Einfluss eigentlich heute wahr? Heute wurde bereits über zwei Geschäfte abgestimmt, welche die Infrastruktur des ESB betrafen. Bei beiden ging es um recht hohe Beträge, welche aber diskussionslos angenommen wurden. Wurde aber im Stadtrat ein Vorstoss eingereicht, welcher sich erkundigte, wie es beim ESB eigentlich um das Netz und die Versorgungssicherheit steht? Nein. Der Stadtrat hat davon keine Kenntnis. Gerade ins Netz aber fliessen die grössten Investitionen und nicht in die Beteiligungen für erneuerbare Energien. Trotzdem wurde nie ein Vorstoss dazu eingereicht, ob diese Gelder wirtschaftlich eingesetzt werden oder welche Abschnitte prioritär erneuert werden sollten. Doch ich verstehe den Stadtrat. In meiner 15-jährigen Karriere als Stadträtin reichte auch ich nie einen Vorstoss dazu ein, denn diese Investitionen sind politisch nicht brisant. Sie sind aber für den ESB auch aus wirtschaftlicher Sicht sehr wichtig. Es ist für den Stadtrat nicht einfach, das Unternehmen ESB in seiner ganzen Bandbreite zu erfassen und die richtigen Fragen zu stellen. Deshalb ist es wichtig, dass ergänzend zum Stadt- und Gemeinderat ein Verwaltungsrat vorgesehen wird. Ich bin froh, dass alle Fraktionen auf das Geschäft eintreten wollen. Auf die einzelnen Abänderungsanträge wird der Stadtrat noch zu sprechen kommen. Dabei kann auch noch vertiefter über Energiepolitik, demokratische Kontrolle, Finanzkompetenzen usw. diskutiert werden.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous propose maintenant de partir à la pause. La séance reprendra à 21h10.

Interruption de la séance: 20h00 - 21h10

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous poursuivons notre séance. Pour votre information, nous n'allons pas voter sur la résolution de soutien au projet "Campus Biel-Bienne", pour des questions formelles. En revanche, Monsieur Némitz va faire circuler une feuille, pour que vous puissiez y apposer votre signature.

Arnold Marc, SP: Ich komme auf Frau Schwickerts Aussage vor der Pause zurück, wonach sich kein Stadratsmitglied für das ESB-Netz interessiere und daher auch nie ein diesbezüglicher Vorstoss eingereicht worden sei. Das stimmt so nur bedingt: Herr Eschmann und ich haben uns für das Gasnetz interessiert (Motion 2000058 "Ersatz Gasleitungen"). Herr Koller (heute nicht mehr im Stadtrat) und ich haben uns mit dem Bereich Wasser beschäftigt (dringliche Motion 19990201 "Revision des Wasserversorgungs-Reglementes und Berechnung der Grundgebühr gemäss Belastungswert"). Man muss aber sehen, dass anlässlich der ersten Ausgliederungsvariante des Gemeinderates zu Zeiten des damaligen ESB-Direktors Storrer gesagt wurde, die Netze seien in einem derart perfekten Zustand, dass in den nächsten 20 Jahren keine Investitionen mehr notwendig seien. Der Stadtrat hat diesen Aussagen Glauben geschenkt. Kaum wurde aber die erste Ausgliederungsvariante des ESB bachab geschickt, kamen bereits die ersten Netz-

Investitionsanträge des Gemeinderats. Diese Aussage war also nicht einmal das Papier der Berichte wert.

Was die Teilverkäufe des Unternehmens ESB anbelangt, so sah die erste Ausgliederungsvariante übrigens vor, dass jährlich ein Drittel des Unternehmens hätte veräussert werden können und dies notabene in eigener Kompetenz! Die heutige Ausgliederungsvariante sieht dies korrekterweise nicht mehr vor. Hingegen sieht der heutige Reglementsentwurf vor, dass dieser Entscheid dem Stadtrat obliegt. Anhand der aktuellen Krise in der EU, wo Regierungen ihre Parlamente von der Notwendigkeit von Euro-Rettungsmassnahmen zu überzeugen vermochten, kann festgestellt werden, dass die Parlamente den Anträgen der Regierung immer gefolgt sind. Ich gehe daher auch davon aus, dass der Stadtrat dem Gemeinderat folgen würde, wenn dieser ein paar Jahren dem Parlament gegenüber begründet, warum beispielsweise aufgrund des Marktes ein Teilverkauf notwendig ist und das Reglement aufgrunddessen angepasst werden muss. Dazu wird das Volk dann nichts mehr zu sagen haben! Die Rechte hat kürzlich aus dem gleichen Grund gefordert, dass die Nachfolgeregelungen für den Gemeinderat zwingend dem Volk vorgelegt werden müssen. Gleiches muss unserer Meinung nach für den Bereich Netze beim ESB gelten! Heute ist dies im Reglement tatsächlich so geregelt, dass Teilverkäufe ausgeschlossen sind. Es ist aber auch vorgesehen, dass Unternehmensteile ausgelagert werden können. Um was für Unternehmensteile es geht, wird nicht präzisiert. Handelt es sich um den Bereich Wasser? Gas? Elektrizität? Und wohin können diese ausgelagert werden: zum EWB oder zum Gasverbund Seeland AG (GVS AG)? All dies ist gemäss dem vorliegenden Reglementsentwurf möglich. Wie gesagt, kann das Reglement aber auch jederzeit geändert werden! Soviel zum Reglement und dem ESB-Netz. Unsere Initiative geht ja um die Rechtsform und das Eigentum am Netz.

Noch zum ESB selber: alle haben eine Meinung zur Rechtsform des ESB. In den Augen des Initiativkomitees kann der ESB auch in der heutigen Rechtsform handeln. Ganze Bereiche wie das Personalwesen fallen bereits heute in die Kompetenz des ESB, der Stellenplan in die Kompetenz des Gemeinderates. Die Einreihung mag den städtischen Vorschriften entsprechen, aber der Stadtrat kann dies ja ändern. Bei der Stadt arbeiten bereits heute JuristInnen, IngenieurInnen, PlanerInnen und früher sogar MedizinerInnen! Es kann deshalb nicht gesagt werden, die Stadt Biel zahle schlecht! Eine andere Einreihung für den ESB könnte damit an den Stadt-, respektive Gemeinderat delegiert werden. Was den Marktauftritt anbelangt, so ist bereits heute das ganze Tarifwesen in der Kompetenz des ESB, respektive des Gemeinderats. Der Stadtrat hat die letzten paar Jahre keine Tarife mehr beschlossen! Das tagtägliche Geschäft ist also bereits heute beim ESB. Der Kauf eines Kraftwerkes ist kein solch alltägliches Geschäft. Aber auch derlei Fragestellungen können gelöst werden. In den vergangenen 15 Jahren hat der Gemeinderat den Stadtrat noch nie um einen Rahmenkredit ersucht, wie dies in Zürich beispielsweise möglich ist (in Zürich ging es dabei um CHF 220 Mio.). Über einen solchen Rahmenkredit könnte der ESB durchaus flexibel agieren. Bereits heute kann der ESB Angebote unterbreiten und Herr Stöckli hat bewiesen, wie flexibel die Stadt sein kann, um entsprechende Klauseln in Verträge einzubauen...

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Auf zwei Punkte möchte ich antworten. Wieso schlägt der Gemeinderat keinen Rahmenkredit vor? Ein Rahmenkredit würde

das Problem bei den Beteiligungen nicht lösen. Angenommen, ein Rahmenkredit beträgt CHF 25 Mio.. Über diesen sind verschiedene Projekte abzuwickeln, beispielsweise ein Wasserprojekt, ein Windprojekt, vielleicht noch ein Fotovoltaikprojekt. Die CHF 25 Mio. wären also in verschiedene Tranchen aufgeteilt. So wie Rahmenkredite in der Stadt ausgestaltet sind, könnte der ESB über diese CHF 25 Mio. nicht einfach verfügen. Er wäre immer noch dazu verpflichtet, jede einzelne Tranche vom finanzkompetenten Organ absegnen zu lassen. Genau dort liegt die Schwierigkeit. Vielleicht sind die massgeblichen Erlasse in Zürich anders formuliert. In Biel würden aber Rahmenkredite das bereits dargelegte Problem der langen Fristen jedenfalls nicht lösen.

Zum Verkauf der Netze möchte ich nochmals auf Art. 12 des Reglements hinweisen. Dieser regelt klar, dass die Netze nicht veräussert werden können. Auch Art. 33 Abs. 2 regelt die Veräusserung von Vermögenswerten ausserhalb des Netzes. Bereits Verkäufe ab CHF 3 Mio. liegen in der Kompetenz des Stadtrates. Kernpunkt des Reglements ist aber klar, dass das Netz nicht verkauft werden darf.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous propose maintenant de continuer avec le Règlement. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous allons prendre chapitre par chapitre.

Règlement

Chapitre 1. Généralités, art. 1 à 5

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne Biel stellt zum Kapitel 1 des Reglements zwei Anträge. Der erste betrifft Art. 3 Abs. 2. *"Der Stadt Biel steht an Grundstücken (...) für die Dauer von 25 Jahren ab Inkrafttreten dieses Reglements ein Vorkaufsrecht (...) zu."* **Die Fraktion Grüne stellt den Antrag, die Dauer von 25 Jahren zu streichen.** Die Stadt soll ein zeitlich unbeschränktes Vorkaufsrecht auf Grundstücke haben, welche der ESB verkaufen will. Wie im Bericht vermerkt, kann das im Grundbuch zwar nicht festgeschrieben werden, der Stadtrat kann es aber trotzdem beschliessen.

Der zweite Antrag betrifft Art. 5. Für die Fraktion Grüne Biel hat die Eigentümerstrategie eine grosse und zentrale Bedeutung, denn diese legt ökologische, soziale und wirtschaftliche Ziele fest. Sie definiert den langfristigen Weg, den der ESB einschlagen soll. Dazu sind politische Entscheide nötig, die im Parlament gefällt werden müssen. Stufengerechte Kontrolle bedeutet für die Fraktion Grüne Biel, dass die strategischen Diskussionen im Stadtrat stattfinden. Die Konkretisierung der Strategie erfolgt via Leistungsvereinbarung durch den Gemeinderat. Es darf nicht sein, dass der Gemeinderat sowohl Strategie als auch Leistungsvereinbarungen ausarbeitet und dann auch noch die Umsetzung kontrolliert. Die Fraktion Grüne Biel findet das nicht stufengerecht. Der Stadtrat soll die Strategie aber nicht selber formulieren. Vielmehr soll der Gemeinderat einen Vorschlag erarbeiten, den der Stadtrat diskutiert und genehmigt. **Deshalb stellt die Fraktion Grüne Biel den Antrag, Art. 5 Abs. 1 wie folgt umzuformulieren: "Der Gemeinderat erarbeitet eine Eigentümerstrategie der Stadt Biel für den ESB und unterbreitet sie dem Stadtrat zur Genehmigung."**

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP hatte Kenntnis vom Antrag der Fraktion Grüne Biel, den Stadtrat über die Eigentümerstrategie befinden zu lassen. Sie unterstützt diesen Antrag mit grosser Mehrheit.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Ursprünglich wollte die Fraktion GLP die vorgeschlagene Änderung von Art. 5 ablehnen. Relativ kurzfristig hat sie sich nun anders entschieden und wird diesen Antrag unterstützen.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Die Eigentümerstrategie soll durch die Politik erarbeitet und durch den ESB umgesetzt werden. Die Politik beeinflusst den ESB auf verschiedenen Ebenen: das Volk kann über das fakultative Referendum Einfluss auf das Reglement in Stadtratskompetenz nehmen. Die Eigentümerstrategie sollte aber durch den Gemeinderat bestimmt werden. Schon heute ist der Gemeinderat für die Strategie des ESB zuständig. Der Antrag der Fraktion Grüne Biel, Art. 5 abzuändern, wäre in meinen Augen eine Verschlechterung der heutigen Situation. Der Gemeinderat möchte die Eigentümerstrategie aber weder dem Stadtrat noch der Bevölkerung vorenthalten. Er schlägt deshalb vor, dass sie dem Stadtrat zur Kenntnisnahme unterbreitet wird. Das bedeutet, dass die Eigentümerstrategie im Stadtrat traktandiert und diskutiert werden kann. Der Stadtrat kann also immer noch Einfluss nehmen, einfach nicht mehr mittels Motion, sondern mittels Postulat. Er kann den Gemeinderat auffordern, gewisse Punkte der Eigentümerstrategie zu überdenken oder neu darin zu verankern. Die Eigentümerstrategie ist also auf alle Fälle eine Sache der Politik.

Die Dauer des Rückkaufsrechts von 25 Jahren für Grundstücke entspricht OR Art. 216a. Dieser lautet: *"Vorkaufs- und Rückkaufsrechte dürfen für höchstens 25 Jahre im Grundbuch vorgemerkt werden."* Damit könnte das unbeschränkte Vorkaufsrecht nicht im Grundbuch eingetragen werden. Nun möchte ich gerne Herrn Fehr das Wort erteilen, damit er dem Stadtrat erklären kann, welches der Unterschied zwischen einem Grundbucheintrag und keinem ist. Wenn der Stadtrat das weiss, wird er darüber entscheiden können, welches der richtige Weg ist. Selbstverständlich könnte das Vorkaufsrecht nach 25 Jahren verlängert werden, denn die Regelung verfällt nicht.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Frau Schwickert hat den massgeblichen Gesetzesartikel im Obligationenrecht bereits zitiert. Der Begriff "Vorkaufsrecht" ist ein konkreter Rechtsbegriff und die massgeblichen Artikel 216 ff erwähnen die maximale Dauer eines solchen von 25 Jahren. Da sich der ESB im Eigentum der Stadt befindet, wäre theoretisch denkbar, dass durch einen entsprechenden Beschluss des Stadtrates im Reglement ein neuerliches, einseitiges Vorkaufsrecht für Grundstücke über 25 Jahre verfügt wird, und zwar unabhängig von der Zustimmung durch den ESB. Was würde es nun aber konkret bedeuten, wenn die Bestimmung über das Vorkaufsrecht über 25 Jahre gestrichen würde? Die Wirkung wäre meines Erachtens die, dass der ESB gestützt auf die heutige Stadtratsdebatte zumindest moralisch gezwungen wäre, ein zu veräusserndes, nicht mehr betrieblich genutztes Grundstück zuerst der Stadt anzubieten. Unterliesse er dies und verkaufte das massgebliche Objekt an Dritte, würde dieser Kauf vom Grundbuchverwalter ohne weiteres eingetragen. Damit würden sich lediglich aufsichtsrechtliche, disziplinarische Fragen stellen, also beispielsweise, ob der Verwaltungsrat seinen Pflichten nachgekommen ist und aufgrunddessen abgewählt werden sollte. All das ändert aber nichts daran, dass das

Vorkaufsrecht nicht zwingend durchgesetzt werden könnte. Da der Stadtrat nun aber weiss, dass er auch nach 25 Jahren das Vorkaufsrecht einseitig verlängern kann, würde ich vorziehen, dass es analog der Bestimmungen im Obligationenrecht festgelegt wird. Hand aufs Herz: In 25 Jahren ist vielleicht noch maximal eine oder einer von uns in welcher Funktion auch immer in diesem Rat vertreten. Abgesehen davon wird sich die Welt in den nächsten 25 Jahren auch weiterentwickeln. Insofern ist es wahrscheinlich gescheiter, heute absolut korrekt vorzugehen und das Vorkaufsrecht somit gemäss den Bestimmungen in Art. 216 ff OR festzulegen und in 25 Jahren eine Neu beurteilung vorzunehmen. Ich hoffe, dass ich damit in einfachen Worten erklären konnte, welche Wirkung eine Annahme des Änderungsantrags der Fraktion Grüne zur Folge hätte.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Gestützt auf diese Erklärungen **zieht die Fraktion Grüne Biel ihren Antrag betreffend Art. 3 Abs. 2 zurück.** Entsprechend wird Herr Donzé in 25 Jahren den Antrag stellen, das Vorkaufsrecht zu erneuern (*Gelächter*).

Vote

sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 5 - Stratégie de propriétaire, contrat de prestations, alinéa 1, changement de formulation: "Le Conseil municipal **élabore la stratégie de propriétaire de la Ville de Bienne pour ESB et la soumet au Conseil de ville pour approbation**".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

Chapitre 2. Tâches, art. 6 à 15

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne Biel beantragt eine Änderung im Art. 6. Neben der lokalen und dezentralen Energienutzung ist für sie die Umweltverträglichkeit eine weitere Bedingung. **Deshalb stellt sie den Antrag, Art. 6 Abs. 1 wie folgt zu ergänzen:** "(...) Energie aus geeigneten lokalen und dezentralen **umweltschonenden** Quellen."

Das Reglement würde ermöglichen, den Atomausstieg auf lokaler Ebene zu verankern. Die Fraktion Grüne Biel möchte diese Gelegenheit nutzen und **stellt den Antrag, in Art. 6 einen neuen Abs. 2 mit folgendem Wortlaut einzufügen: "Er strebt eine vollständige Energieversorgung ohne Atomenergie an."** Die nachfolgenden Absätze würden um jeweils eine Ziffer verschoben. Atomenergie ist teuer, unwirtschaftlich, gefährlich und rücksichtslos gegenüber den 1'000 nächsten Generationen. Mehr brauche ich zum Atomausstieg nicht zu sagen. Nun möchte ich mich noch kurz zur französischen Version dieses Antrags äussern. Dieser wurde etwas unglücklich übersetzt und ich schlage neu folgenden Wortlaut vor: **"ESB vise un approvisionnement énergétique totalement dépourvu d'énergie d'origine nucléaire."**

Art. 14 regelt die Betriebs- und Unternehmensstruktur. Hier ergibt sich ein Folgeantrag auf denjenigen zu Art. 6 Abs. 2 betreffend Atomausstieg. Der ESB soll nämlich nicht nur keine atomaren Energien mehr einkaufen, sondern es soll auch

ausgeschlossen werden, dass er sich an Atomkraftwerken beteiligt. **Deshalb stellt die Fraktion Grüne Biel den Antrag, in Art. 14 einen neuen Abs. 4 mit folgendem Wortlaut einzufügen: "Er verzichtet somit auf jegliche Beteiligung an Atomkraftwerken."** Der jetzige Abs. 4 würde somit zu Abs. 5.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP unterstützt den Antrag der Fraktion Grüne Biel zu Art. 6 Abs. 1 ("umweltschonend"). Sie hat allerdings noch einen Verbesserungsvorschlag für die Formulierung, nämlich: "(...) Energie aus geeigneten lokalen, dezentralen und umweltschonenden Quellen." Ich bitte Frau Rüfenacht, den Antrag noch entsprechend zu korrigieren.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Die Fraktion GLP ist auch gegen Atomkraft und für den Ausstieg aus der Atomenergie. Deshalb wird sie die gestellten Anträge unterstützen.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Heute Abend wird über ein Reglement diskutiert, das dem ESB möglichst grosse Freiräume gewährt. Jetzt werden plötzlich wieder bei allen Artikeln Einschränkungen beantragt. Ich möchte beispielsweise wissen, was unter "umweltschonend" zu verstehen ist. Vor einiger Zeit las ich in der Zeitung, dass Stauseen sehr viel CO₂ produzieren. Gewisse Projekte sehen vor, in Gaskombikraftwerke zu investieren, um zu verhindern, dass im Falle eines Atomausstiegs plötzlich zu wenig Strom zur Verfügung stünde. Solche Projekte sind nicht gerade umweltschonend. Es stellt sich also die Frage, woher Strom kommen soll, wenn er umweltschonend erzeugt werden muss und Stauseen und Gaskombikraftwerke folglich wegfallen. Vor 30 oder 40 Jahren galt auch Asbest als unbedenklich und niemand weiss, ob sich die Fotovoltaik nicht in 30 Jahren plötzlich als umweltbelastend herausstellt. Ich finde es deshalb falsch, heute solche Einschränkungen im Reglement vorzusehen.

Grünenwald Samuel, UDF: L'alinéa 4 de l'art. 14 stipule: *"Elle renonce à toute participation dans des centrales nucléaires"*. Or, il existe des sociétés d'énergie qui produisent de l'électricité indépendamment des centrales nucléaires, mais aussi certaines dont la production dépend des centrales nucléaires. J'aimerais que le Conseil municipal précise ce point. Cela signifie t'il que la Ville de Bienne ne pourra plus bénéficier de courant provenant de la Centrale nucléaire de Mühleberg?

Gurtner Roland, Passerelle: Je suis en partie d'accord avec ce qu'a dit Stefan Kaufmann, mais j'aimerais cependant relever le libellé de la phrase relative aux restrictions selon l'art. 6, alinéa 1: *"Dans la mesure où cela est possible et économiquement viable..."*. Cette phrase n'est pas très contraignante et n'a, à mon sens, pas besoin d'être modifiée.

Sutter Andreas, BVP: Bekanntlich bin ich kein Atomgegner. Nun wird aber gesagt, der ESB brauche ein Reglement, das ihm mehr Freiheiten einräumt. Das Strommarktgesetz wurde von oben diktiert - Biel muss nun nachziehen. Heute wurde eine Landesregierung gewählt, deren Zusammensetzung nicht zuletzt so gewählt wurde, weil sie sich zum Atomausstieg bekennt. Konsequenterweise sollte jetzt auf lokaler Ebene nachgezogen werden. Dies hat aber noch weitere Folgen und bedeutet, dass in alternative und ökologische Energien investiert werden muss. Deshalb bin ich nicht dagegen, den Atomausstieg im Reglement festzuhalten. Der ESB muss sich aber daran halten und auch Biels Einwohner müssen mitmachen. Sie

müssen nämlich hinter einer alternativen Energieversorgung stehen und entsprechende Vorkehrungen treffen oder weniger Energie konsumieren.

Rüfenacht Daphné, Groupe des Verts Bienne: On m'a posé deux questions auxquelles j'aimerais répondre rapidement. D'abord, le Groupe des Verts soutient le "Verbesserungsantrag" du Groupe socialiste. Le Conseil de ville peut donc voter cette proposition. Es stimmt, dass der Begriff "umweltschonend" nicht genau definiert ist. Ich kann mich aber Herrn Gurtner anschliessen. Auch "lokal" und "dezentral" sind nicht genau definierte Begriffe. Es geht hier um Grundsätze, welche die Fraktion Grüne Biel im Reglement verankern möchte. Le Groupe des Verts aimerait ajouter un alinéa 4 à l'art. 14: *"Elle renonce ainsi à toute participation dans des centrales nucléaires"*. La réponse à la question de Monsieur Grünenwald: c'est pour éviter que la Ville de Bienne et ESB ne puissent pas directement acheter une participation d'une centrale nucléaire. C'est cela que le Groupe des Verts aimerait éviter avec cette proposition d'amendement. Cela ne veut pas dire que la Ville de Bienne ne pourra plus participer au Bielersee Kraftwerke AG parce que la BKW est propriétaire de la Centrale nucléaire de Mühleberg.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich möchte mich zuerst zum Begriff "umweltschonend" äussern. In Art. 10 Abs. 1 des vorliegenden Reglementsentwurfs steht: *"Der ESB erfüllt seine Aufgaben nach zeitgemässen Unternehmensgrundsätzen, sicher, wirtschaftlich, nachhaltig und umweltgerecht."* "Umweltgerecht" ist ein ähnlicher Begriff wie "umweltschonend". Eine "umweltschonende" Aufgabenerfüllung ist in Art. 10 also bereits enthalten. Selbstverständlich gilt dies auch für Art. 6 und die Energieversorgung. Es ist dem Stadtrat überlassen, den Begriff "umweltschonend" in Art. 6 nochmals einzubringen. Im Prinzip ist die Forderung mit Art. 10 aber bereits erfüllt.

Auch zum Antrag der Grünen zu Art. 6 Abs. 2 (vollständige Energieversorgung ohne Atomenergie) bitte ich den Stadtrat, Art. 10 Abs. 2 zu konsultieren. Dort steht, dass eine Energieversorgung aus erneuerbaren Quellen angestrebt wird. Der Gemeinderat ist der Meinung, dies entspreche dem Antrag der Fraktion Grüne Biel, nur dass die Formulierung positiv gewählt wurde. Wie die Fraktion Grüne Biel verzichtet auch der Gemeinderat auf eine zeitliche Vorgabe, lediglich die Richtung wird vorgegeben. Von mir aus gesehen ist der Antrag der Fraktion Grüne Biel mit Art. 10 Abs. 2 bereits erfüllt.

Zum Änderungsantrag betreffend Art. 14 liegt bereits ein überwiesener Vorstoss vor, wonach sich der ESB weder an Kohle- noch an Atomkraftwerken beteiligen können soll. Der ESB ist bereits heute an keinem solchen Kraftwerk beteiligt. Heute wurde mir gesagt, solche Beteiligungen wären jetzt wohl günstig zu haben. Selbstverständlich hat der ESB aber kein Interesse an Beteiligungen an Atom- oder Kohlekraftwerken. Das Verbot, sich an Atomkraftwerken zu beteiligen, besteht also bereits aufgrund eines, vom Stadtrat überwiesenen Vorstosses (überparteiliches Postulat 20100226 "Beitritt zum Solidaritätskomitee "Ver-Fahren" gegen das Atomkraftwerk Mühleberg").

Vote

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 6 - Approvisionnement en énergie, alinéa 1, ajout d'un mot: "ESB assure l'approvisionnement de Bienne en gaz et en électricité, dans la limite de l'énergie disponible et conformément aux présentes dispositions réglementaires. Dans la mesure où cela est possible et économiquement viable, elle recourt à de l'énergie provenant de sources locales, décentralisées **et écologiques** appropriées.

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 6 - Approvisionnement en énergie, ajout de l'alinéa 2: "**ESB vise un approvisionnement énergétique totalement dépourvu d'énergie d'origine nucléaire**".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 14 - Structures d'exploitation et d'entreprise, ajout de l'alinéa 4: "**Elle renonce à toute participation dans des centrales nucléaires**".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.**Chapitre 3. Organisation, art. 16 à 29**

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK stellt zu Art. 17 den Änderungsantrag, "Mindestens ein Mitglied muss dem Gemeinderat angehören" durch "Ein Mitglied (...)" zu ersetzen. Wenn dem Gemeinderat die Trennung zwischen Verwaltungsrat und politischer Behörde und damit die Gewaltentrennung tatsächlich ernst ist, kann es nicht sein, dass der Gemeinderat den Verwaltungsrat kontrolliert und gleichzeitig mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats gleich selber stellt. Deshalb schlägt die GPK vor, dass nur ein Mitglied des Verwaltungsrates auch dem Gemeinderat angehören kann. **Diese Änderung hätte Konsequenzen auf Art. 23.** Dort müsste es dann heissen: "(...) Der Gemeinderat kann **dem** aus seiner Mitte gewählten **Mitglied** Weisungen erteilen."

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne Biel hat die von der GPK aufgegriffene Problematik ebenfalls erkannt. Sie stellt sich aber eine andere Lösung vor und stellt den **Gegenantrag, Art. 17 wie folgt abzuändern: "Mindestens ein Mitglied, aber nicht die Mehrheit, muss dem Gemeinderat angehören."** Die Fraktion Grüne Biel möchte, dass auch zwei Mitglieder des Gemeinderats im Verwaltungsrat Einsitz nehmen dürfen.

Zu Art. 22 stellt die Fraktion Grüne Biel noch einen kleinen **Änderungsantrag**, welcher den vorhergehenden Entscheid zur Eigentümerstrategie betrifft. **In Art. 22 Abs. 2 Bst. b müsste "des Gemeinderats" gestrichen werden.**

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP ist mit der GPK einverstanden, dass möglichst wenig Gemeinderatsmitglieder im Verwaltungsrat sein sollten. Sie ist aber

der Meinung, dass auch wenn das Wort "mindestens" gestrichen würde, noch Ausnahmen möglich wären. Gerade in einer Übergangsphase könnte es vielleicht sinnvoll sein, wenn zwei Mitglieder des Gemeinderats dem Verwaltungsrat angehören. In diesem Sinn unterstützt die Fraktion SP den Antrag der GPK. Der Antrag der Fraktion Grüne Biel geht für die Fraktion SP in eine falsche Richtung. Damit könnten nämlich bis zur Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder dem Gemeinderat angehören. Das will die SP nicht.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Gemäss meinem Verständnis schliesst die von der GPK vorgeschlagene Formulierung "*Ein Mitglied muss...*" nicht aus, dass es auch mehrere Gemeinderatsmitglieder sein könnten. Theoretisch können es gar alle fünf sein, zwingend aber eines. Ich finde diese Formulierung problematisch und sie ist mir persönlich nicht ganz klar.

Nicati Alain, PRR: Voici qu'une majorité de deux tiers s'est formée au Conseil de ville. Je ne défends pas une proposition plus qu'une autre mais ne votons pas tous "Verts" simplement par procuration. Il n'y a pas eu de véritable discussion, alors soyons prudents à l'heure d'adopter un Règlement, qui pourrait bloquer la situation.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK liest den von ihr abgeänderten Art. 17 so, dass dem Verwaltungsrat ein Mitglied des Gemeinderats angehören muss. Aus Art. 23 wird dann klar, dass nur ein Mitglied gemeint ist. Das ist die Konsequenz von Art. 23 auf Art. 17. Wenn es aber ganz klar formuliert sein soll, könnte noch das Wort "nur" vorangestellt werden. Dann würde es heissen: "Nur ein Mitglied muss dem Gemeinderat angehören." Damit wäre es ganz klar und könnte nicht mehr anders interpretiert werden.

Bösch Andreas, Grüne Biel: In der GPK brachte ich das Thema Gewaltentrennung auf. Es ging mir vor allem darum, dass der Gemeinderat nicht die Aufsicht über den Verwaltungsrat ausüben sollte, wenn diesem zu viele Gemeinderatsmitglieder angehören. Die GPK einigte sich auf die vorgeschlagene Formulierung, die ich nun aber auch etwas unglücklich finde. Von meiner Fraktion liess ich mich davon überzeugen, dass es Sinn machen kann, dass auch zwei oder vielleicht sogar drei Gemeinderatsmitglieder dem Verwaltungsrat angehören. Dadurch würde die politische Einflussnahme verstärkt. Diesem Vorschlag werde ich somit heute folgen und ich hoffe, dass dies auch noch andere tun.

Kaufmann Stefan, FDP: Verwaltungsräte sind heute Kompetenzorgane. Dementsprechend werden die Mitglieder entsprechend ihrer Kompetenzen ausgewählt und nicht nach irgendwelchen politischen Vorgaben. Die Fraktion Forum findet es wichtig, dass die Eigentümer im Verwaltungsrat vertreten sind. Eine Stimme reicht aber aus. In einem Verwaltungsrat braucht es Fachkompetenz, keine politische Couleur. Beim ESB geht es um grosse Summen. Lassen wir den Verwaltungsrat arbeiten und geben wir ihm die nötige Kompetenz!

Baltzer Niklaus, SP: Um aus dem Dilemma zu finden, wäre noch die Variante: "Höchstens zwei Mitglieder..." möglich. Diese Formulierung würde in Richtung eines Gemeinderatsmitglieds tendieren, dabei aber die Möglichkeit für zwei schaffen. **Ich stelle also den Antrag, Art. 17 wie folgt zu ändern: "Höchstens zwei Mitglieder dürfen dem Gemeinderat angehören. (...)"**

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Da hat die GPK etwas entdeckt, das dem Gemeinderat gar nicht aufgefallen ist. Aber auch ihm ist die Gewaltentrennung wichtig, er ging nie davon aus, 2013 fünf Mitglieder in den Verwaltungsrat zu delegieren. Hinzu kommt noch eine Vertretung der Sozialpartner... Wie die GPK aber richtig bemerkte, wäre ein solches Szenario theoretisch möglich. Der Gemeinderat diskutierte lange darüber, ob er einfach "Ein Mitglied..." schreiben soll. Davon ging er ursprünglich aus. Allerdings könnte es auch Fälle geben, in welchen ein zweites Gemeinderatsmitglied Sinn machen würde. Aus dem ganzen Strauss der vorliegenden Anträge kommt derjenige von Herrn Baltzer der Diskussion im Gemeinderat am nächsten. In der Regel wird ein Gemeinderatsmitglied in den Verwaltungsrat delegiert. Der Gemeinderat möchte sich aber die Möglichkeit offen halten, nötigenfalls ein zweites Mitglied entsenden zu können.

Rüfenacht Daphné, Groupe des Verts Bienne: La proposition du Conseil municipal semble acceptable. **Le Groupe des Verts retire donc sa proposition d'amendement** et soutient la proposition de Niklaus Baltzer soit: *"Au maximum deux membres..."*.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK zieht ihren Antrag ebenfalls zurück und unterstützt den Antrag von Herrn Baltzer.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Dans ce cas, il reste que la proposition de Monsieur Baltzer: *"Au maximum deux membres peuvent faire partie du Conseil municipal"*.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Es stellt sich nun noch eine Frage: Alle scheinen sich darüber einig zu sein, dass nicht mehr als zwei Gemeinderatsmitglieder dem Verwaltungsrat angehören dürfen. Dann müsste die Formulierung aber lauten: *"Höchstens zwei Mitglieder dürfen dem Gemeinderat angehören."* Damit ist aber noch nicht geklärt, ob zwingend ein Gemeinderatsmitglied in den Verwaltungsrat entsandt werden soll. In dem Fall müsste die Formulierung lauten: *"Ein Mitglied des Verwaltungsrats muss dem Gemeinderat angehören, maximal aber zwei."* Vielleicht ist das jetzt sprachlich noch nicht ganz sauber, aber wahrscheinlich würden alle verstehen, was gemeint ist. Ich reagierte vorhin nicht, weil ich davon ausging, dass der Gemeinderat sowieso immer dafür sorgen würde, dass er ein Verwaltungsratsmitglied stellt. Wenn der Stadtrat aber eine Garantie dafür möchte, bitte ich ihn, meine letzte Formulierung zu übernehmen.

Vote

- sur la proposition de Monsieur Baltzer, adaptée par Monsieur Fehr, concernant l'art. 17 - Composition, alinéa 2: "L'un d'entre eux doit – **et un autre au maximum peut** – faire partie du Conseil municipal.

La proposition de modification est acceptée à l'unanimité.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 22 - Compétence, alinéa 2, point b, suppression "**du Conseil municipal**" à la fin de la phrase: "prend les décisions stratégiques dans le cadre du présent règlement et de la stratégie de propriétaire".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La proposition d'amendement de la Commission de gestion concernant l'art. 23 - Responsabilité, alinéa 1, est annulée du fait de la modification approuvée tout à l'heure à l'art. 17.

Chapitre 4. Conseil municipal et Conseil de ville, art. 30 à 33

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK stellt den Antrag, in Art. 31 "über die Geschäftskommission" zu streichen. Die beiden erwähnten Geschäfte gehen nicht über die GPK an den Stadtrat, sondern direkt. Lediglich die Vorprüfung läuft über die GPK. Die Fraktion Grüne Biel schlägt das Gleiche vor. Als Folge zum Beschluss zur Eigentümerstrategie müsste es zudem nicht mehr "*zur Kenntnisnahme*", sondern "*zur Genehmigung*" heissen.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: In der von der Fraktion Grüne Biel beantragten Änderung von Art. 33 geht es um Beteiligungen des ESB an anderen Unternehmungen. Das ist der wichtigste Aspekt im ganzen Reglement! Der Stadtrat gibt dem ESB unternehmerische Freiheiten, somit geht es um die Frage der demokratischen Kontrolle und um Mitsprache. Die meisten Anwesenden möchten dem ESB eine neue Rechtsform geben, die Übrigen möchten nichts ändern. Vielleicht gibt es auch einige, die eine Auslagerung in Form einer AG bevorzugen würden. Eine Mehrheit möchte aber schon, dass der ESB weiterhin zu 100% im Besitz der Stadt Biel verbleibt. (Beim Netz stellt sich diese Frage nicht, denn dieses ist und bleibt im Besitz der Stadt.) Dies bedeutet aber, dass allfällige Beteiligungen des ESB an anderen Energieunternehmen mit städtischem Vermögen finanziert würden. **Die Fraktion Grüne Biel stellt deshalb den Antrag, den in Art. 33 Abs. 1 genannte Betrag von CHF 15 Mio., den der ESB dem Gemeinderat zur Kenntnis bringen muss, auf CHF 5 Mio. zu reduzieren.** Weshalb? Die Fraktion Grüne Biel orientierte sich unter anderem an Energie Wasser Bern (ewb). Die finanzielle Hürde beträgt dort ebenfalls CHF 15 Mio., wobei aber der Umsatz des ewb ungefähr drei Mal höher ist als beim ESB. So kam die Fraktion Grüne Biel auf den Betrag von CHF 5 Mio.. Zudem entspricht dieser Betrag 10% des Dotationskapitals. Der Stadtrat muss sich darüber im Klaren sein, dass er dem Initiativkomitee mit einer Finanzkompetenz des ESB von CHF 15 Mio. ein ganz gewichtiges Argument für die Annahme der Initiative liefert. Der Verwaltungsrat soll bis zu einem Betrag von CHF 14,9 Mio. in eigener Kompetenz entscheiden dürfen! Viele Stadratsmitglieder äussern sich am Rednerpult jeweils zur Finanzpolitik und beteuern immer wieder, es müsse genau verfolgt werden, wohin das Geld fliesst und wofür es ausgegeben wird. CHF 15 Mio. übersteigen aber selbst die Finanzkompetenzen des Gemeinderats um ein mehrfaches! Für mich ist das unglaublich und ich kann es nicht verstehen. Ich möchte es vorweg nehmen: Mögliche Antworten des Gemeinderats wie "*ein tieferer Betrag verzögert die Entscheidungswege*" oder "*die Flexibilität leidet*" kann ich nicht

akzeptieren! Bei so hohen Investitionen muss der Gemeinderat in kürzester Zeit ein gutes Dossier vorlegen können. Der Gemeinderat kann dann innert 30 Tagen Einspruch erheben. Somit beträgt die Verzögerung lediglich fünf bis sechs Wochen. Grosse Investitionen sind aber keine Schnellschüsse und sechs Wochen bedeuten nicht alle Welt...

Im Weiteren beantragt die Fraktion Grüne Biel einen neuen Abs. 2: "Die Investition an Beteiligungen an andere Unternehmen im Umfang von mehr als CHF 20 Mio. bedarf der Genehmigung durch den Stadtrat." Nach Meinung der Fraktion Grüne Biel soll der ESB die nötige unternehmerische Freiheit bekommen. Die Fraktion will jedoch nicht, dass er vollumfänglich unternehmerische Freiheit erhält. Sie will Investitionen nicht verunmöglichen, aber, dass der Stadtrat grosse Investitionen absegnen kann. CHF 20 Mio. sind ein grosses Risiko, der Betrag entspricht ungefähr CHF 400.- pro EinwohnerIn! Ich möchte nochmals betonen, dass es sich um Geld der Stadt Biel handelt. Durch unseren Antrag werden die Entscheidungswege nicht wesentlich länger. Gemäss heute geltendem Recht wäre für ein solches Investitionsvolumen eine Volksabstimmung nötig. Eine solche vorzubereiten, braucht ungefähr neun Monate. Ein solches Geschäft hingegen in den Stadtrat zu bringen, dauert gesamthaft ungefähr zwei Monate. Geschäfte über CHF 5 Mio. müssten ja sowieso in den Gemeinderat, also wären bereits fünf bis sechs Wochen verstrichen. Der zusätzliche Zeitbedarf für die Beratung im Stadtrat beträgt also ungefähr drei Wochen. Dadurch wird der ESB nicht weniger flexibel. Es ist mir wichtig zu betonen, dass andernfalls der Stadtrat nicht über diese Investition beschliessen könnte, er hätte sie bereits genehmigt. In den meisten Fällen wird es wohl auch so sein, dass der Stadtrat einer Investition zustimmt. Die Fraktion Grüne Biel will den ESB weder einschränken noch ausbremsen noch beschneiden und sie will ihm auch keine direkten Vorschriften machen. Das ist nicht der Zweck der gestellten Anträge. Der ESB soll unternehmerische Freiheiten bekommen. Die Fraktion Grüne Biel will aber sicherstellen, dass Gemeinde- und Stadtrat den Umgang mit öffentlichen Mitteln überwachen und genehmigen können. Ich persönlich möchte nicht, dass der Stadtrat in eine Situation gerät, in welcher er sagen muss, was ist nur aus der städtischen Firma ESB geworden... Es geht der Fraktion darum, dass Gemeinde- und Stadtrat ihre Verantwortung wahrnehmen. Auch als selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt bleibt der ESB eine städtische Firma, die mit städtischen Mitteln finanziert wird. Ich bitte den Stadtrat, unseren Änderungsanträgen zu folgen.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Ich finde es schön, dass die Fraktion Grüne Biel den ESB nicht einschränken will. Selbstverständlich tut sie das aber, und zwar permanent. Jede Änderung des Reglements bedeutet eine weitere Einschränkung. Wie vorhin beschlossen, ist von nun an mindestens ein Mitglied des Gemeinderats im Verwaltungsrat. Informationen über die mögliche Beteiligungsabsichten finden damit automatisch ihren Weg in den Gemeinderat, ohne dass es einen zusätzlichen Gemeinderatsbeschluss braucht. Der Informationsfluss ist gewährleistet. Ich habe keine Ahnung, was solche Beteiligungen kosten. Ich weiss aber, dass der Stadtrat für eine Genehmigung Zeit braucht. Es geht lange, bis ein Geschäft endlich in den Stadtrat kommt. Ich sehe auch keinen Unterschied zwischen genehmigen und beschliessen. Einerseits will die Fraktion Grüne Biel den ESB nicht einschränken, andererseits stellt sie permanent Anträge, die genau das tun. Operativ tätige Gesellschaften haben im öffentlichen Recht immer viel höhere Kompetenzen als die

politischen Organe. Das kommt daher, dass die operativ tätigen Gesellschaften solche Freiheiten brauchen, um unternehmerisch tätig sein zu können.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Mitglieder der Fraktion SP waren bereits recht müde, als diese Punkte an ihrer Fraktionssitzung diskutiert wurden. Die Fraktion war sich aber mehrheitlich einig, diese Einschränkungen nicht zu unterstützen. Ich arbeite mit Gold. Gold hat jeden Tag einen anderen Kurs. Bei den Aktien ist es dasselbe. Der freie Markt hat eine grosse Tücke: Wenn alle auf das gleiche Objekt schießen, steigt dessen Preis. Wenn der Goldpreis heute tief ist und das heute Abend alle merken, wird er morgen viel höher sein. Leider ist dies die Mechanik des sogenannten freien Marktes. Was die Verantwortungsfrage betrifft, wäre ich eigentlich froh darum, wenn der Stadtrat diese hohen Beträge mitverantworten würde. In der Zeitspanne, die der Stadtrat braucht, verändern sich die Aktienkurse der interessanten Objekte. Diskutiert der Bieler Stadtrat über Beteiligungen an einem Windkraftwerk, ist wohl eher unwahrscheinlich, dass sich niemand anderes dafür interessiert. Nur dann würde aber der Kurs tendenziell sinken. In der Regel ist es so, dass alle das Gleiche wollen und dies den Kurs ansteigen lässt. Somit müsste der ESB am Schluss sogar mehr bezahlen. Es ist also schwierig, in einem solchen Umfeld die Verantwortungsfrage zu regeln. Oftmals ist es in einer solchen Situation sinnvoller, möglichst rasch zu handeln. Die Preisunterschiede variieren teilweise beträchtlich. Die Anträge finde ich an sich gut gemeint, sie lösen aber die Frage nach der Verantwortung nicht.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Wenn ich jetzt nochmals ans Rednerpult schreite, werden die Bürgerlichen sagen: "Nicht noch mehr Einschränkungen!" Bei genauem Hinsehen können aber vielleicht auch sie meinem Anliegen zustimmen. Es geht diesmal nicht um Strom, sondern um Wasser. Sicher können sich alle daran erinnern, dass es vor noch nicht allzu langer Zeit im Kanton Bern sehr trocken war. Im "Bund" vom 3. Dezember 2011 stand, dass die Quellen des Bauern und Gemeindepräsidenten von Mötschwil, Herrn Nadenbousch, zum ersten Mal seit Menschengedenken versiegt seien. Ob die versiegten Quellen irgendeinmal wieder Wasser führen werden, ist ungewiss. Wenn Quellen über längere Zeit versiegen, kann es sein, dass sie nie wieder Wasser führen. Damit will ich sagen, dass Wasser auch in der Schweiz je länger je mehr ein rares Gut darstellt. Deshalb bat ich die Juristin des ESB zu klären, ob der ESB Quellen verkaufen dürfe, da diese gemäss vorliegendem Reglement sein Eigentum sind. Offenbar brauchte diese Frage eine längere juristische Abklärung. Diese erbrachte aber folgendes Ergebnis: Biel verfügt über Rechte an vier Quellen, der Leugenen-, Chatel-, Römer- und Merlingquelle. Die Leugenen- und Römerquelle sind im Grundbuch als Besitz der Stadt Biel eingetragen. Im Rahmen einer Autonomisierung des ESB würde die Leugenenquelle an den ESB übertragen. Die Römerquelle verbliebe im Besitz der Stadt, da deren Wasser momentan nicht als Trinkwasser nutzbar ist. Das heisst, dass die Leugenenquelle künftig vom ESB verkauft werden könnte, obschon zurzeit keine solche Absicht besteht. Die Fraktion Grüne Biel ist der Meinung, dass Wasserquellen nicht verkauft werden dürfen. **Deshalb beantragt sie, in Art. 33 einen neuen Abs. 5 einzufügen mit dem Wortlaut: "Wasserquellen dürfen nicht veräussert werden."**

Donzé Pablo, Les Verts Bienne: L'art. 33 - Participations, aliénation du patrimoine - est central. Andreas Sutter prétend, que le pouvoir démocratique peut être maintenu grâce à la sanction électorale ou à la recomposition du Conseil d'administration. Je ne veux pas devoir sanctionner un Conseil d'administration, qui a fait perdre dans le

jeu de ce marché libéral 14,9 mio. fr. aux contribuables et à la Ville de Bienne, sans que le Conseil municipal n'ait été informé au préalable dans son ensemble. Modifier cet article ne réduit en rien l'autonomie d'ESB, il suffit que le Conseil d'administration montre ses intentions. Contrairement à d'autres personnes, je n'ai pas peur qu'ESB soit privatisée, mais je refuse d'accorder une telle compétence à un Conseil d'administration, qui pourrait participer sans approbation préalable de la Ville à un marché libéral. Il existe d'autres possibilités de contrôle: un délai de 30 jours par exemple. Ce délai ne serait activé, que si le Conseil municipal s'oppose à une transaction ne respectant pas la stratégie d'ensemble. Cela n'empêche en rien le Conseil municipal de donner son feu vert, dès la première séance, s'il se rend compte que le dossier va dans le bon sens. Je fais donc partie de ceux qui refuseront l'autonomisation d'ESB, si cet article n'est pas modifié.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Zuerst möchte ich auf Herrn Kaufmanns Votum reagieren. Die Beteiligungen werden vom Gemeinderat nicht genehmigt, er nimmt von ihnen nur Kenntnis und hat dann 30 Tage Zeit, um diese zu untersagen. Er kann also keine Änderungen und Vorschriften zur Ausgestaltung der Beteiligung machen. Das zweite Problem betrifft die Termine. Bei einer Frist von 30 Tagen braucht der Gemeinderat sicher einen Vorlauf von einer Woche. Somit gerät ein Geschäft ungefähr fünf Wochen in Verzug, wenn es vom Gesamtgemeinderat zur Kenntnis genommen werden muss. Ich gehe aber davon aus, dass ein Geschäft innert 2 Monaten dem Stadtrat vorgelegt werden kann. Von diesen zwei Monaten zieht man fünf Wochen ab, welche durch die Behandlung im Gemeinderat sowieso anfallen würden. Eine Beratung im Stadtrat würde das Geschäft also um lediglich weitere drei Wochen verzögern. Ich wiederhole, dass dies nur bei Investitionen von über CHF 20 Mio. der Fall sein würde.

Nun noch zu Herrn Baltzer: Zum Zeitpunkt, in dem ein Geschäft in den Stadtrat kommt, ist es eigentlich unter Dach und Fach. Die Konditionen sind ausgehandelt und es kann nicht mehr teurer werden. Dem Stadtrat kann doch nicht ein Geschäft zur Genehmigung vorgelegt werden, ohne dass der Betrag definiert ist! (*Unruhe im Saal*) Ich gehe davon aus, dass die Konditionen bereits ausgehandelt sein müssen, wenn das Geschäft in den Stadtrat kommt.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: *"Investitionen an Beteiligungen an anderen Unternehmen im Umfang von mehr als CHF 20 Mio. (...)"* Es heisst *"mehr als CHF 20 Mio."*, es könnte sich also gut auch um CHF 50 Mio. des ESB-Vermögens handeln. Wenn ich sehe, wie es um die Stadtfinanzen steht, gefällt mir nicht, dass solche Investitionen getätigt werden können, ohne dass der Stadtrat mitreden kann. Wird ein solches Geschäft kein Erfolg, steht der Stadtrat schlecht da. Deshalb finde ich persönlich diesen Antrag der Fraktion Grüne Biel unterstützenswert. Auch den Antrag betreffend Wasserquellen werde ich unterstützen. Den Antrag, Geschäfte bereits bei CHF 5 Mio. statt CHF 15 Mio. in den Gemeinderat zu bringen, befürworte ich ebenfalls. Es geht nicht um die Beschneidung der ESB-Kompetenzen, die Geschäfte müssen einfach etwas früher über den Tisch des Gemeinderats.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Der Stadtrat weiss, dass der ESB mehr Handlungsspielraum braucht und ist wahrscheinlich auch bereit, den heute diskutierten Schritt zu vollziehen. Deshalb sollte er dem ESB den vollen Spielraum zugestehen. Die Flusskraftwerk-Anteile werden in den nächsten Jahren

ausgeschrieben und sicher in der Grössenordnung von CHF 15 Mio. gehandelt. Deshalb finde ich es falsch, die Hürde bei nur CHF 5 Mio. anzusetzen. Der ESB soll den notwendigen Spielraum erhalten. Verwaltungsrat und Geschäftsleitung tragen die Verantwortung für solche Geschäfte. Wie heute bereits erwähnt wurde, müssen sich diese Gremien aus Fachkräften zusammensetzen. Es wird also nicht einfach irgendwer sein, der über diese Beteiligungen verhandelt. Es geht nicht nur darum, Verantwortung zu übernehmen, sondern auch darum, wer haftet. Vor ungefähr 10 Jahren wurden die Verkehrsbetriebe Biel (VB) in eine selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt überführt. Weiss jemand, welche finanzielle Spielräume dort bestehen? Das wäre für diese Diskussion vielleicht hilfreich.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Die Frage, wie die finanziellen Kompetenzen geregelt werden sollen, ist wichtig. Es wurde bereits beschlossen, dass der Stadtrat die Eigentümerstrategie genehmigen soll. Dadurch kann er detailliert die Voraussetzungen künftiger ESB-Beteiligungen vorgeben. Die Eigentümerstrategie stellt hierfür die richtige Ebene dar. Auf der operativen Ebene hingegen geht es darum, in welche konkreten, der Eigentümerstrategie entsprechenden, Projekte der ESB investieren soll. Diese Entscheidungen liegen in der Verantwortung des Verwaltungsrats und der Geschäftsleitung. Die darin vertretenen Fachkräfte können beurteilen, welche Beteiligungen für den ESB Sinn machen und welche nicht. Die von der Fraktion Grüne Biel vorgeschlagene Regelung würde den ESB zu stark einschränken, da gebe ich Herrn Kaufmann recht. Ich bin unter anderem im Verwaltungsrat der Bielersee Kraftwerke AG (BIK). Wie der Stadtrat weiss, baut die BIK in Hagneck für CHF 150 Mio. ein neues Flusskraftwerk. Der Verwaltungsrat der BIK hat diese Investition in eigener Kompetenz beschlossen. Gemeinderat, Stadtrat und Volk konnten sich dazu nicht äussern. Auch die Verkehrsbetriebe (VB) kennen keine Obergrenze für Investitionen. In den letzten Jahren erwarb die VB für ungefähr CHF 10 Mio. zwölf neue Busse. Trotzdem war nie ein entsprechendes Kreditgeschäft im Stadtrat, der Verwaltungsrat konnte selber darüber beschliessen. Die Politik gibt einen Rahmen vor, operative Entscheide müssen aber von einem Verwaltungsrat gefällt werden und dieser muss auch die Verantwortung dafür tragen. Herr Baltzer hat recht, wenn er sagt, dass bis zum Abschluss eines Vertrags sehr oft keine genauen Konditionen ausgehandelt sind. Kommt es zu Beteiligungen wird der ESB immer eine gewisse Summe auch in Aktiengesellschaften einbringen. Die diesbezüglichen Konditionen ändern sich aber laufend. Der Eintrittszeitpunkt bestimmt unter Umständen, wieviele kWh der ESB beziehen kann. Ein späterer Einstieg ist immer mit Verlusten verbunden und verhindert, dass der ESB wirtschaftlich arbeitet. Deshalb bitte ich den Stadtrat, die vom Gemeinderat vorgeschlagenen Finanzkompetenzen nicht zu verändern und die Anträge der Fraktion Grüne Biel zu Art. 33 Abs. 1 und 2 nicht zu unterstützen.

Die Frage zu den Wasserquellen ist im kantonalen Recht geregelt. Im neuen Reglement wurde deshalb keine spezielle Regelung vorgesehen. Die Leugenenquelle deckt im Moment 5-10% des Bieler Wasserverbrauchs. Leider nimmt aber deren Wasserqualität ab. Es ist daher unsicher, ob sie langfristig weitergenutzt werden kann. Wasserquellen dürfen nicht veräussert werden. Art. 12 Abs. 3 und 4 regeln die Wasserversorgung. Dabei geht es um die Netze, um die Verteilstationen und sinngemäss auch um Quellen. Es ist ganz klar geregelt, dass Quellen nur für die Sicherstellung der Wasserversorgung, zum Beispiel in einen Wasserverbund, berücksichtigt werden können. Der ESB ist bereits heute Partner des

Wasserverbunds Seeland. Eine Quelle dürfte also in einen Wasserverbund eingebracht, aber gemäss Art. 12 Abs. 3 nicht verkauft werden. Der Stadtrat muss nun entscheiden, was er will. Im Reglement kann wie vorgeschlagen ein umfassendes Veräusserungsverbot vorgesehen werden. Würde dies aber abgelehnt, würden dennoch Art. 12 Abs. 3 und 4 gelten.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich möchte mich auch noch zu den Fristen äussern. Als Stadtpräsident bin ich zusammen mit der Stadtkanzlei verantwortlich für den Geschäftsablauf. Eine Einsprachemöglichkeit von 30 Tagen für den Gemeinderat, so wie aktuell vorgeschlagen, reicht haarscharf. Das Verfahren läuft wie folgt: Der ESB muss dem Gemeinderat anzeigen, wenn er eine Beteiligung von über CHF 15 Mio. eingeht. Ab dieser Bekanntmachung läuft die 30-tägige Frist. Normalerweise erfolgt sodann innert 14 Tagen ein Mitbericht. Für ein solches Geschäft müsste wahrscheinlich die zukünftige Bau-, Energie- und Umweltdirektion einen Mitbericht der Finanzdirektion einholen. Danach braucht es weitere 10 Tage Vorlauf, um das Gemeinderatsgeschäft vorzubereiten. Dannzumal sind die 30 Tage bereits fast verstrichen. Im besten Fall braucht es nach einer Gemeinderatssitzung sechs Wochen, bis das Geschäft auch noch in den Stadtrat gelangt. Ich erinnere daran, dass die Stadtratsunterlagen jeweils erst übersetzt und dann spätestens drei Wochen vor der Stadtratssitzung verschickt werden müssen. Im schlechtesten Fall geht es nach einer Gemeinderatssitzung aber bis zu 10 Wochen, im Sommer sogar bis zu 13 Wochen, bis ein Geschäft im Stadtrat behandelt werden kann. Für den ESB sind solche Fristen nicht realistisch. Deshalb meine ich, dass sich der von der Fraktion Grüne Biel beantragte neue Abs. 2 zu Art. 33 nicht vollziehen lässt. Bereits der Stadtrat müsste sich für solche Geschäfte ganz andere Fristen geben. Er bekäme Unterlagen nur wenige Tage vor der Stadtratssitzung und müsste sofort darüber entscheiden. Somit stellt sich die Frage, ob eine seriöse Vorprüfung unter diesen Umständen überhaupt noch möglich ist. Ist dies nicht der Fall, macht es keinen Sinn, das Geschäft dem Stadtrat vorzulegen.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Im Bericht ist übrigens auch ein Hauptargument zu den finanziellen Kompetenzen aufgeführt. Ich möchte nochmals erwähnen, dass die Unternehmensgrösse nicht massgeblich für die Beträge ist. Vergleiche mit dem ewb, wie sie die Fraktion Grüne Biel anstellt, sind deshalb unzulässig. Der Umsatz eines Unternehmens oder die Bevölkerungszahl einer Stadt sind nicht massgebend für diese Beträge. Massgebend sind die angebotenen Beteiligungen auf dem Markt. Die Beteiligungen sind für die Stadt Biel nicht kleiner, nur weil Biel kleiner ist als Bern. Sie sind aber auch nicht grösser, weil Biel grösser ist als andere Gemeinden. Massgeblich ist also das Angebot. Deshalb möchte der Gemeinderat den Betrag, ab welchem er sich zu einer Beteiligung äussern kann, auf CHF 15 Mio., festlegen.

Rüfenacht Daphné, Grüne Biel: Die Energiedirektorin erwähnte die Beteiligung der BIK am Bau des neuen Hagneck-Kraftwerks in der Höhe von CHF 150 Mio.. Wieviel von diesem Betrag stammte aus dem Eigenkapital, wie hoch war die eigentliche Investition, warum hat der Stadtrat nie darüber beschliessen können? Sicher weil es weniger als CHF 20 Mio. waren, denn sonst hätte der Stadtrat über dieses gute Projekt diskutieren können. Sicher hätte er es auch genehmigt... Frau Stöckli Schwarzen fragte, welche finanziellen Regelungen es bei den Verkehrsbetrieben gebe. Diese Ausgliederung wurde vor einigen Jahren durch den Stadtrat

beschlossen. Aus Sicht der Fraktion Grüne Biel ist diese Ausgliederung diesbezüglich nicht vergleichbar mit dem ESB. Wo können die VB so grosse Summen investieren? Neue Busse werden nie CHF 20 Mio. kosten und das Risiko für die Bevölkerung wird nie so hoch sein wie beim ESB. Noch ein Wort zum Vergleich mit der Stadt Bern und dazu, wie die Fraktion Grüne Biel auf den Betrag von CHF 5 Mio. kommt: Es ist mir schon klar, dass die Investitionen für den ewb und für den ESB gleich hoch sind. Das Risiko verteilt sich aber in Bern auf 150'000 EinwohnerInnen, in Biel auf nur 50'000. Somit ist das Risiko pro Kopf in Bern viel kleiner als in Biel. Die Ausgangslage in beiden Städten ist nicht die gleiche und der ESB wird kleinere Stücke des Kuchens kaufen können als beispielsweise das ewb.

Wiederkehr Martin, SP: Zu Beginn der heutigen Sitzung war sich der Stadtrat darüber einig, dass er ein selbstständiges Unternehmen ESB möchte. Er war sich auch darüber einig, dass nicht mehr als zwei Gemeinderatsmitglieder in den Verwaltungsrat entsendet werden können. Vielleicht hätte man besser darüber diskutiert, ob überhaupt ein Gemeinderatsmitglied darin vertreten sein soll... Unternehmerisches Denken und Handeln sollten jetzt konsequent verankert werden. Der Stadtrat hat Vertrauen in das neue Unternehmen ESB und in den Vorschlag des Gemeinderats. Es wurde immer wieder gesagt wie wichtig es sei, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates Fachleute sind. Sollte der Stadtrat über Geschäfte von über CHF 20 Mio. beraten, muss ich sagen, ich bin kein Fachmann. Das denke ich beispielsweise auch bei Krediten für Schulhaussanierungen von CHF 30 Mio., obgleich diese vom Stadtrat und vom Volk bewilligt wurden. Ich weiss auch nicht, wieviele Baufachleute im Stadtrat sitzen. Eine Schulhaussanierung ist immer auch emotional, und so konnte der Stadtrat dem Projekt wohl auch emotional zustimmen. Ich bin mir sicher, dass auch andere Vorlagen genauso emotional behandelt und genehmigt wurden, nicht aber sachlich kompetent. Der eine oder andere ist vielleicht in dieser Branche kompetenter als ich, aber ich bin froh, wenn der ESB über einen guten Verwaltungsrat verfügt. Ist dies nicht der Fall, muss er ausgewechselt werden. Auch der Gemeinderat kann ausgewechselt werden. Ich habe weder das Wissen noch die Zeit, um jedes Geschäft so detailliert zu behandeln, dass ich dafür meinen Kopf hinhalten könnte...

Löffel Christian, EVP: CHF 15 Mio. sind viel Geld. Vorhin wurde der Atomausstieg ins Reglement eingefügt. Soll der ESB in erneuerbare Energien investieren, braucht er diese Kompetenz und das Vertrauen des Stadtrates, damit er diese Investitionen tätigen und den Atomausstieg schaffen kann. Ohne die notwendigen Mittel wird dieser nicht möglich sein.

Ammann Olivier, PRR: Prenons l'exemple des transports publics: comment fonctionneront-ils le jour où un Regiotram verra le jour? Tout simplement: la direction des transports publics devra acquérir des tramways. Un article sur les tramways de Bâle raconte comment le Conseil d'administration a décidé seul et en sa seule compétence, d'un investissement de 250 mio. fr., pour l'achat de nouveaux véhicules. Le bon fonctionnement du service des transports publics en dépend. Il convient cependant de relever, que le système de financement des transports publics est particulier. En effet, les ressources ne proviennent pas uniquement de la vente des billets, mais également de la participation financière des commanditaires. Sur ce point, l'exemple des transports publics n'est pas forcément comparable. Toutefois, à mon sens, il est important d'accorder aux sociétés, qui doivent pouvoir exercer cette

compétence opérationnelle et ceci dans les délais où ces décisions doivent être prises.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Frau Rüfenacht erkundigte sich, wieviel Eigenkapital in den Neubau des Hagneck-Kraftwerks investiert wurde. Selbstverständlich mussten CHF 150 Mio. nicht in bar bezahlt werden. Im Moment geht der Verwaltungsrat der BIK von einem Eigenfinanzierungsgrad von 20% aus, in diesem Fall also CHF 30 Mio.. Die Stadt Biel besitzt die Hälfte der Aktien der BIK, somit musste sie CHF 15 Mio. investieren, weil die Stadt bereits Miteigentümerin der BIK ist und ihr bereits das halbe alte Kraftwerk gehörte. Das Projekt wurde während fast 10 Jahren geplant und von Anfang an vom ESB begleitet. Wie bei allen Projekten, die der ESB selber plant, war der Faktor Zeit somit nie ein Problem. Dabei denke ich beispielsweise auch an den Windpark Montoz Pré Richard, an welchem der ESB ebenfalls von Beginn weg beteiligt war. Es ist allerdings bekannt, dass in der Schweiz neun von zehn begonnenen Projekten, in welche bereits Investitionen flossen, aus verschiedenen Gründen wieder eingestellt werden. Bei einer Beteiligung an neuen Windenergieprojekten ist die Möglichkeit zu scheitern deshalb ziemlich hoch. Zudem sind die Möglichkeiten in Biel und Umgebung sehr limitiert. Der heute Abend beschlossene Atomausstieg kann aus diesen Gründen nicht allein mit neuen Projekten realisiert werden. Also muss sich der ESB auch an bereits bestehenden Aktiengesellschaften beteiligen. Dabei gelten andere Fristen und es stellt sich die Frage, wieviel Geld der ESB in Aktien investieren soll. Frau Rüfenacht sagt, Biel sei eine kleinere Stadt als Bern und von der Verantwortung her müsse der ESB kleinere Kuchenstücke erwerben als der ewb. Ich möchte aber nicht einfach ein kleineres Stück kaufen, sondern das richtige! Das richtige Stück kann einmal ein kleines sein, aber auch einmal ein grösseres. Gerade in der Wasserkraft werden Beteiligungen relativ schnell teuer verkauft, weil die Nutzung der Wasserkraft kapitalintensiv ist.

Wenn der ESB die Gelegenheit hätte, in der Schweiz noch mehr in Wasserkraft zu investieren, wäre dies wunderbar. In nächster Zeit wird ein Teil der (Wasser-)Konzessionen neu ausgeschrieben. Solche Konzessionen sind sehr gesucht, denn die Wasserkraft ist eine relativ günstige und erneuerbare Energieform. Ich würde es sehr bedauern, wenn der ESB eine solche Chance verpassen würde, nur weil er die Fristen nicht einhalten kann.

Habegger Markus, SVP: Als ganz kleiner Unternehmer bin ich klar der Meinung, dass dem Verwaltungsrat die nötigen Mittel zur Verfügung gestellt werden müssen, damit er handeln kann. Mein Problem ist aber, dass ich in Verwaltungsräte kein Vertrauen mehr habe. Vielleicht hat die SP dieses noch, denn ihr Präsident Herr Levrat erwähnt immer wieder das Motto "to big to fail". Für mich ist das für den ESB gewählte Vorgehen zu gefährlich. Es ist mir immer noch lieber, wenn ein Patron wie der Stadtrat das letzte Wort hat, auch wenn die Fristen halt länger sind und es länger geht, bis ein Beschluss gefällt werden kann. Ich weiss schon, dass in den Verwaltungsräten gute Fachleute sitzen. Schlussendlich sind es aber vielmehr die teuersten, nicht die besten. Deshalb werde ich dem Antrag der Fraktion Grüne Biel zustimmen.

Vote

- sur la proposition d'amendement de la Commission de gestion de tracer le passage "la Commission de gestion" dans la première phrase de l'art. 31 - Rapport, alinéa 4.

La proposition d'amendement de la Commission de gestion est acceptée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 33 - Participations, aliénation du patrimoine, alinéa 1, de mettre **5 millions de fr.** au lieu de **15 millions de fr.:** "ESB informe le Conseil municipal des participations envisagées dans d'autres entreprises si elles dépassent **15 millions de fr.** Le Conseil municipal peut former opposition et interdire la participation dans un délai de 30 jours".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est refusée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 33 - Participations, aliénation du patrimoine, ajout d'un nouvel alinéa 2: "**Les investissements sous forme de participations dans d'autres entreprises pour un montant de plus de 20 mio. fr. par cas requièrent l'approbation du Conseil de ville**".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est refusée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 33 - Participations, aliénation du patrimoine, ajout d'un nouvel alinéa 5: "**Les sources d'eau ne peuvent pas être aliénées**".

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: En conséquence cet alinéa 5 devient l'alinéa 4, du fait du refus de l'alinéa 2. On passe au chapitre 5, Gestion financière, art. 34 à 45.

Chapitre 5. Gestion financière, art. 34 à 45

Rüfenacht Daphné, Grüne Biel: Ich komme zum letzten Antrag der Fraktion Grüne Biel. Er betrifft Art. 45 Abs. 2. Die Fraktion Grüne Biel begrüsst die Förderung der Energieeffizienz, gemäss Art. 45. Sie ist aber der Meinung, dass neben der Strassenbeleuchtung und der Förderung der Energieeffizienz auch die Produktion von erneuerbaren Energien sichergestellt werden muss. **Deshalb stellt sie den Antrag, Art. 45 Abs. 2 wie folgt zu ergänzen:** "Er weist die Aufwendungen für Massnahmen zur Förderung der Energieeffizienz nach Art. 6 Abs. 7 und **Art. 10 Abs. 2**, die öffentliche Beleuchtung nach Art. 8 und **für die Förderung von erneuerbaren Energien nach Art. 10 Abs. 2** gestützt auf eine Vollkostenrechnung aus." Mit Art. 3 ist es somit möglich, die erwähnten Förderungen (Energieeffizienz und - neu - erneuerbare Energien) mit einem Netznutzungsentgelt zu finanzieren. Konkret bedeutet dies, dass grosse Kunden, die ihren Strom nicht mehr beim ESB

beziehen, aber noch dessen Netz nutzen, die Massnahmen zur Förderung der Energieeffizienz und zur Produktion erneuerbarer Energien mitfinanzieren. Ich bin der Meinung, dass dieser Punkt sehr wichtig und zentral ist, damit die Stadt Biel zusammen mit dem ESB das Ziel des Atomausstiegs erreichen kann.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Der Gemeinderat liess diese Forderung juristisch prüfen. Die beantragte Änderung wäre rechtskonform.

Vote

- sur la proposition d'amendement du Groupe des Verts concernant l'art. 45 - Réglementation contractuelle/Prestations en faveur de la Ville, alinéa 2: " ESB présente les dépenses liées à des mesures de promotion de l'efficacité énergétique en vertu de l'art. 6, **alinéa 7** et **de l'art. 10, alinéa 2**, à l'éclairage public en vertu de l'art. 8 **ainsi qu'à la promotion des énergies renouvelables en vertu de l'art. 10, alinéa 2.**

La proposition d'amendement du Groupe des Verts est acceptée.

Chapitre 6. Dispositions finales et transitoires, art. 46 à 51

La parole n'est pas demandée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Le Règlement sera donc voté, avec les modifications, lors du vote final avec le projet d'arrêté.

Message

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Avant de donner la parole à la Commission de gestion, j'aimerais vous rappeler deux articles du Règlement du Conseil de ville (RDCo 151.21):

Art. 56, alinéa 1: Le Conseil de ville fixe le texte de ses messages destinés au corps électoral. Il peut décider de déléguer cette tâche à une commission de rédaction. Il décide également si le texte mis au point doit lui être soumis à nouveau.

Art. 21, alinéa 4: Les membres ainsi que les présidents et présidentes des commissions de rédaction (art. 20, al. 3) sont élus par la Conférence des présidents et présidentes des groupes parlementaires.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Ich sagte bereits in der Eintretensdebatte, dass die **GPK die Einsetzung einer Redaktionskommission beantragt und die abschliessende Kompetenz zur Gestaltung der Botschaft bei der Kommission lassen möchte.** Somit entfällt eine zweite Lesung der Botschaft im Stadtrat. Darüber kann unter römisch II abgestimmt werden.

Die Botschaft umfasst sowohl die Änderung der Rechtsform des ESB als auch die Initiative zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes. Deshalb müsste im Titel zur

Botschaft beides erwähnt werden. Die Botschaft ist immer noch sehr lang. Deshalb ist die GPK der Meinung, sie müsste nochmals auf Wiederholungen hin geprüft werden und das Kapitel "Das Wichtigste in Kürze" müsste unbedingt auf eine Seite gekürzt werden. Kapitel 4 zur Gemeindeinitiative ist noch leer. Dies deshalb, weil das Initiativkomitee bis Mitte November 2011 den Text dazu hätte abliefern sollen. Leider traf er nicht in einer korrekten Form ein, weshalb bis zum 28. November eine Fristverlängerung gewährt wurde. Daraufhin verlangte das Komitee einen Aufschub bis zum 2. Dezember 2011. Der danach eingegangene Text befriedigte aber weder die GPK noch den Gemeinderat. In den letzten zwei Tagen wurde er deshalb vom Gemeinderat überarbeitet und gestern Abend als bereinigter Vorschlag an die Mitglieder des Stadtrats verschickt. Die GPK prüfte diesen Vorschlag und ist der Ansicht, dass er so nun genehmigt werden könnte. Das kurze Kapitel "Fazit" müsste noch dem Dafürhalten der GPK nochmals überarbeitet und prägnanter formuliert werden. Zudem würde es mehr Sinn machen, das Kapitel "Gegenargumente aus dem Stadtrat" in "Pro und Contra" umzubenennen und Für- und Gegenargumente aus dem Stadtrat aufzulisten. Viele Stadratsmitglieder haben sich heute Abend für eine Auslagerung des ESB ausgesprochen. Es kann deshalb nicht sein, dass die Botschaft nur mit Gegenargumenten aus dem Stadtrat schliesst. Als Letztes müsste - wie erwähnt - der Beschlussesentwurf im Bericht des Gemeinderats angepasst werden.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP hat den Vorschlag der GPK, im Titel der Botschaft auch die Initiative zu erwähnen, ausformuliert. **Sie beantragt, den Titel wie folgt zu ändern: "1. Initiative "Bewahrung der Volksrechte: Gemeindeinitiative zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes" / 2. Änderung der Rechtsform (...)"**

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Es ist die Botschaft des Stadtrats und er bestimmt das weitere Vorgehen. Der Gemeinderat unterstützt aber die Bildung einer Redaktionskommission. Ich bin aber etwas erstaunt, dass die Diskussion so rasch abgeschlossen ist und der Stadtrat offenbar schon abstimmen will. Der Text des Initiativkomitees wurde überarbeitet. Es ist klar, dass das Komitee ein Anrecht darauf hat, dass die inhaltlichen Punkte in einer sachlichen Art und Weise in die Botschaft aufgenommen werden. Von den hier anwesenden VertreterInnen des Initiativkomitees möchte ich noch eine Stellungnahme dazu, ob sich das Komitee im überarbeiteten Text wiederfindet.

Hügli Daniel, SP: Es wäre vermessen, wenn ich im Namen des Initiativkomitees sprechen würde. In Absprache mit dem Ausschuss desselben kann ich aber sagen, dass dieser an seiner ursprünglichen Stellungnahme festhält. Leider liegt diese dem Stadtrat nicht vor. Einerseits ist die Übereinstimmung zum vom Gemeinderat überarbeiteten Text ziemlich gross, denn es wurde nur wenig nicht übernommen. Andererseits fehlen nun halt doch einige wichtige Punkte, auf welche das Stimmvolk aufmerksam gemacht werden muss. Dabei denke ich beispielsweise an den Hinweis, dass nicht nur das Initiativkomitee, sondern auch der Stadtrat bei der Erarbeitung der Botschaft gewisse Kriterien einhalten muss. Der Gemeinderat macht Aussagen über die Zukunft und begründet damit die Notwendigkeit, den ESB auszulagern. Das Initiativkomitee macht andere Angaben zur Zukunft. Es geht davon aus, dass diese anders ausschauen wird als der Gemeinderat sie darstellt und ist der Meinung, dass es auch in Zukunft wichtig bleiben wird, den städtischen Betrieb in der Verwaltung zu

belassen. Genau dieser Passus wurde nun aber gestrichen, wobei mir nicht klar ist warum. Beide Seiten können die Zukunft nicht voraussagen. Was der Gemeinderat auch gestrichen hat, ist das von uns angeführte Beispiel des EWZ Zürich. Anhand desselbigen kann relativ anschaulich dargestellt werden, weshalb das Initiativkomitee den ESB weiterhin als städtischen Betrieb beibehalten möchte. Ich weiss nicht, was dagegen sprechen sollte, diese Aussage in der Botschaft abzudrucken. Vielleicht kann Frau Schwickert das noch erläutern. Das Initiativkomitee hält jedenfalls an seinem ursprünglich eingereichten Text fest und lehnt den Vorschlag des Gemeinderats ab.

Nicati Alain, PRR: Au chapitre 5 du message au peuple, la "Prise de position du comité d'initiative" concernant la modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) ne contient pas les recommandations de vote du comité d'initiative, mais simplement les raisons pour lesquelles cette initiative a été formulée.

Baltzer Niklaus, Stadtratsbüro: Die Situation ist etwas schwierig. Das Stadtratsbüro trägt das Vorgehen im Zusammenhang mit diesem Text. Dem Stadtratsbüro wurde dargelegt, dass der ursprüngliche Text des Initiativkomitees aus juristischer Sicht zu viele nicht sachbezogene Behauptungen enthält, die zum Teil Unterstellungen gleich kommen. Aufgrunddessen schlug die GPK die Einsetzung einer Redaktionskommission vor, die den Text bereinigen soll. Verantwortlich für den Inhalt der Botschaft ist der Stadtrat. Damit dieser einen Anhaltspunkt bekommt, kam letzten Montagabend an der Fraktionssitzung spontan der Wunsch auf, dass dem Stadtrat eine rechtsgenügende Version des Initiativkomitees vorgelegt wird, damit er seine Verantwortung für den Text wahrnehmen kann. Das Initiativkomitee hat einen rechtlichen Anspruch darauf, in der Botschaft zu Wort zu kommen. Die Verantwortung für den Text liegt aber schlussendlich in der Kompetenz des Stadtrates. Bei divergierenden Meinungen zum rechtlichen Aspekt wäre es allerdings besser, wenn der ganze Stadtrat für die Verabschiedung des Texts verantwortlich wäre und nicht nur eine Redaktionskommission. Deshalb ist es heute Abend elementar, dass der Stadtrat über die vom Gemeinderat vorgeschlagene Variante des Initiativkomitees separat abstimmt und damit die Richtlinie an die Redaktionskommission bestimmt. Die Fraktionen sollen sich dazu äussern können. Ich finde, der Text versucht, die wesentlichen Argumente des ursprünglich vom Initiativkomitee gelieferten Textes zu übernehmen. Er enthält weder falsche Aussagen noch verfälscht er die Meinung des Initiativkomitees. Die vorgeschlagene Formulierung übernimmt diejenigen Argumente, die sachlich sind. In diesem Sinn empfehle ich, den vom Gemeinderat überarbeiteten Text durch den Stadtrat genehmigen zu lassen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Auch aus meiner Sicht noch einige formelle Überlegungen: Eine Abstimmungsbotschaft stellt grundsätzlich eine Einheit bezüglich Form und Darstellung dar. In Biel probiert man aufgrund der neuen Rechtsprechung noch etwas aus, wie der Gegnerschaft in einer Botschaft Gehör verschafft werden kann. Ist es tatsächlich der richtige Weg, die Stellungnahme der Gegnerschaft einzuholen und dann zu diskutieren, wie stark der Textvorschlag angepasst werden darf? Vielleicht wäre das Vorgehen des Bundes besser. Dort schreibt die Verwaltung den vollständigen Text inklusive der Argumente der Gegnerschaft, also beispielsweise wird der massgebliche Passus dem Initiativkomitee anschliessend zur Stellungnahme unterbreitet. Zurück zum konkreten Fall: der Gemeinderat prüfte die

Eingabe des Initiativkomitees nach formellen Kriterien, gemäss Lehr- und Rechtsprechung und entwickelte daraus - in Würdigung derselben - das Papier, das heute dem Stadtrat vorliegende Papier. Dem Versand an die Fraktionspräsidien wurde zudem der Originaltext beigelegt. Grundsätzlich haben also alle Kenntnis vom Originaltext. Dieser enthält unter anderem eine Einleitung, die sich mehr zum formellen Verfahren als zur Initiative äussert. Ein solcher Abschnitt gehört nicht in eine Botschaft. Gemeinderat und GPK suchen keinen Streit, sondern eine Lösung. Deshalb wurde die Idee weiterverfolgt, den Text des Initiativkomitees durch den Stadtrat genehmigen zu lassen, statt diesen durch eine Redaktionskommission überarbeiten zu lassen, die ausserdem unter Ausschluss der Öffentlichkeit arbeitet. Deshalb, Herr Hügli, wäre es sinnvoll, wenn Sie nun die Änderungsvorschläge des Initiativkomitees formell einbringen würden, so dass der Stadtrat darüber befinden kann. Aus Sicht des Gemeinderats kann der heute vorliegende Textvorschlag absolut problemlos in die Botschaft eingefügt werden. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass dieser alle Argumente des Initiativkomitees enthält und in einer Form abgefasst ist, die den Anforderungen einer stadträtlichen Botschaft entspricht. Primär wurden nur propagandistische Aussagen gestrichen. Die Botschaft ist jedoch nicht Teil der städtischen Abstimmungspropaganda, sondern dient der Information der Stimmbevölkerung. Passagen wie *"es kommt noch dicker"* oder *"sicher wie das Amen in der Kirche"* sind deshalb in der Botschaft nicht mehr enthalten. Auch zwei oder drei andere Passagen, die thematisch nicht in eine Botschaft gehören, wurden gestrichen. Wenn das Initiativkomitee aber auf seinem Text bestehen will, muss es jetzt konkrete Anträge stellen, damit der Stadtrat weiss, worüber er abstimmt und das Resultat publik ist. Es ist nicht die Idee, die Redaktionskommission nochmals über Text feilen zu lassen und das Initiativkomitee zu übergehen.

Hügli Daniel, SP: Ich wiederhole mich gerne: ich sagte, das Initiativkomitee hält am Originaltext fest. Sofern dieser nicht vorliegen sollte, kann ich ihn nochmals verteilen. Es würde etwas lange dauern, wenn ich nun den ganzen Text vorlesen müsste. Ich überlasse das der Präsidentin.

Wiederkehr Martin, SP: Es ist selbstverständlich, dass das Initiativkomitee das Recht hat, in der Botschaft Stellung nehmen zu können. Seine Argumente müssen für das Stimmvolk ersichtlich sein. Aber: der Stadtrat ist zuständig dafür, wie die Botschaft daherkommt. Hinter den Formulierungen des Initiativkomitees kann ich auch aus sprachlichen Gründen nicht stehen. Herr Hügli, die Anliegen des Initiativkomitees sind mir wichtig und sie sollen auch demokratisch in der Botschaft ihren Platz finden, aber bitte in einer Art, in welcher der Stadtrat dazu stehen kann. Der Originaltext kann als Werbung irgendwo verteilt werden. Ich kann aber nicht zu jeder Werbung irgendeiner Firma stehen. Hinter der Botschaft will ich aber stehen können, denn der Stadtrat stimmt darüber ab.

Nicati Alain, PRR: Je me suis mal expliqué. J'ai simplement voulu dire, que normalement les dispositions générales réglant les messages ne mentionnent qu'une seule recommandation de vote. Il convient dès lors de vérifier, avec la Chancellerie, s'il est possible d'inclure cette partie qui revient aux opposants et qui constitue une deuxième recommandation de vote.

Grünenwald Samuel, UDF: La formulation de la conclusion "Recommandation de vote du Comité d'initiative" est à mes yeux erronés. Il convient simplement de

mentionner: "Conclusion, le Comité d'initiative pour la protection du réseau municipal des conduites recommande à tous les ayants droit au vote biennois de voter comme suit le 11 mars 2012:". Je suggère que le message soit modifié dans ce sens.

Monsieur Hügli demande à ce que le texte original du Comité d'initiative soit intégralement publié. Monsieur Hügli, vous ne pouvez pas accuser le Conseil municipal du fait que votre texte ne dise pas la vérité. Monsieur Wiederkehr le disait tout à l'heure, il faut prendre les choses sur une base correcte, vis-à-vis de tous les partis. J'ai lu votre texte, il y a plusieurs points qui, par respect des règles de la déontologie, ne devraient pas figurer dans le texte. Ici, il ne s'agit pas de traiter l'autre de menteur!

Suter Daniel, PRR: Le Conseil de ville a la compétence de décider sur le message. Toutefois, le Conseil de ville peut déléguer cette compétence à une Commission de rédaction, qui stipulera à sa place le contenu d'un message. C'est là principalement où se trouve la difficulté, à savoir si les arguments apportés par Daniel Hügli peuvent à juste titre être encore englobés dans ce message. Cependant, il n'est pas possible maintenant, de pouvoir décider dans le détail des points qui doivent être inclus ou écartés du message. À mon avis, il convient de suivre la proposition de la Commission de gestion et de créer une Commission de rédaction, avec délégation des compétences. C'est cette commission qui finalement décidera, sur la base de la proposition que le Conseil de ville a reçue hier, du contenu de ce message. Probablement le plus généreusement possible, pour ne pas mettre le projet en danger, en cas de voies de recours, suite à une imprudence à cet égard. S'agissant de la possibilité de demander un avis à la Préfecture: la Préfecture, représentant une instance de recours, il serait à priori déconseillé, qu'elle puisse donner un avis préalable, avant d'être approchée en tant qu'instance de recours.

Wiher Max, GLP: Es handelt sich um eine Botschaft. Eine solche ist keine Propaganda. Deshalb finde ich die Maximalforderung des Initiativkomitees erstaunlich. Ich finde es wichtig, dass die Gegenseite eine Plattform in der Botschaft erhält, aber nicht in Form von Propaganda.

Ammann Olivier, PRR: La discussion était bonne et je propose, que le Conseil ville délègue cette compétence à une commission de rédaction, qui élaborerait le message selon les résultats des discussions en prenant compte les éléments, qui ont été apportés ici. Ensuite, cette commission de rédaction élaborera un message, conformément aux propos de Monsieur Wiher, sous forme de message et d'information et non pas de propagande.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Als ich den Text des Initiativkomitees erhielt, las ich ihn und sandte ihn sofort der Stadtkanzlei. Die Stadtschreiberin, welche heute trotz ihrer Operation anwesend ist, prüfte und beurteilte ihn. Ich erinnere daran, dass sie früher Regierungsstatthalterin war und über Erfahrung in solchen Fragen verfügt. Sie nahm aus juristischer Sicht Stellung zum Text und verfasste am 16. November 2011 ein Schreiben an das Initiativkomitee. Es enthielt die gleichen Argumente, die auch heute Abend im Stadtrat geäußert wurden: Der Text darf keine falschen Informationen enthalten, darf nicht polemisch sein, muss sachlich, transparent und verhältnismässig sein, darf niemanden beleidigen und er darf keine Kampfangenommenheiten enthalten. Letztere gehören in den Abstimmungskampf. In diesem

Schreiben forderte die Stadtschreiberin das Initiativkomitee auf, einen überarbeiteten Text gemäss diesen Angaben zu verfassen. Leider war die neue Fassung aber dann praktisch identisch mit der ersten. Da das Initiativkomitee nun an seinem Text festhält, fände ich es sinnvoll, wenn der Stadtrat heute darüber entscheidet, welche Version er in der Botschaft haben möchte. Diese Entscheidung würde ich nicht vertagen. Beide Versionen liegen vor. Ich würde jedenfalls nicht in der Redaktionskommission sein wollen, wenn diese darüber befinden müsste, wie dieser Text schlussendlich formuliert werden soll... Der Stadtrat hat eine viel höhere Legitimität, wenn er dies entscheidet. Es gibt ja keine Abänderungsanträge, sondern der ursprüngliche Text des Initiativkomitees und der vom Gemeinderat abgeänderte Text stehen einander gegenüber. Für den ganzen Rest des Botschafttextes braucht es aber trotzdem eine Redaktionskommission. Dabei geht es aber wirklich nur noch um Redaktionelles. Vielleicht kann noch einiges gekürzt werden, damit bin ich auch einverstanden. Kapitel 5 der Botschaft ist aber höchst politisch und ich fände es wichtig, über den Wortlaut dieses Kapitels im Stadtrat zu befinden.

Vote

- sur la proposition d'amendement du Groupe socialiste pour modifier le titre du message de la façon suivante:

1. Initiative "**Sauvegarde des droits publics: initiative communale pour la protection du réseau municipal des conduites**"
2. Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)

La proposition d'amendement du Groupe socialiste est acceptée.

- sur le principe de ne pas transmettre la responsabilité à la Commission de rédaction du texte de la prise de position du Comité d'initiative.

La proposition est acceptée.

- de mettre dans le message le texte remanié par le Conseil municipal de la prise de position du Comité d'initiative.

La proposition est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous passons au vote final. Monsieur Ogi aimerait faire une proposition avant le vote final.

Ogi Pierre, PSR: Je demande de faire un vote par appel nominal.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Selon le Règlement du Conseil de ville (RDC0 151.21), art.59, alinéa 3, il faut au moins quinze membres du Conseil de ville qui soient d'accord.

Vote

- sur la proposition de Monsieur Ogi, de faire un vote par appel nominal.

Cinq membres du Conseil de ville sont d'accord de faire un vote par appel nominal. Donc, la proposition est refusée.

Projet d'arrêté

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous passons au projet d'arrêté. Conformément à la législation communale, cet objet doit être soumis en votation populaire sous réserve du référendum facultatif. Nous passons au chiffre I. point A, alinéa 1 et 2: modifications de la Commission de gestion. Je n'ai pas entendu d'opposition. Monsieur Fehr a encore quelque chose à dire.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Bitte entschuldigen Sie, wenn ich etwas formell bin. Vorhin sagte der Stadtrat, die Schlussabstimmung über das Reglement solle noch aufgeschoben werden. Der Beschlussesentwurf der Botschaft enthält nur die Empfehlung, der Umwandlung der Rechtsform zuzustimmen. Der Stadtrat muss nun noch formell das Reglement genehmigen.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Fehr, le chiffre III du projet d'arrêté concerne le Règlement. Avant que l'on passe à la votation du chiffre I, Monsieur Hügli a encore quelque chose à dire.

Hügli Daniel, SP: Ich sagte es bereits in meinem ersten Votum und möchte es hier nochmals wiederholen: Mit der von der GPK vorgeschlagenen Verkürzung des Beschlussesentwurfs bin ich nicht einverstanden. Wenn so viel gestrichen wird, ist der Beschlussesentwurf nicht mehr verständlich, ja sogar falsch. Wenn nur von Initiative und Gegenentwurf die Rede ist, versteht das Stimmvolk nicht, dass es um zwei Dinge geht, einerseits um das Leitungsnetz und andererseits um die Ausgliederung des ESB.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous votons le chiffre I. Monsieur Arnold, voulez-vous encore formuler une proposition?

Arnold Marc, SP: Herr Hügli sagte bereits, was das Initiativkomitee will. Ich finde es aber auch wichtig, dass die Initiative unter I A Ziff. 1 richtig und gleich wie auf dem Titelblatt benannt wird.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK bietet einen Kompromiss an: Wenn im Titel der Botschaft die richtigen Namen verwendet werden, soll dies auch im Beschlussesentwurf der Fall sein. Den Teil "wonach das Leitungsnetz (...)" möchte die GPK streichen. Sie ist einverstanden damit, wenn die beiden Titel im Beschlussesentwurf aufgeführt werden, der Inhalt der Initiative kann aber in Bericht und in der Botschaft nachgelesen werden. Der Beschlussesentwurf hingegen soll kurz und prägnant sein.

Vote

- sur la proposition de la Commission de gestion de remanier le chiffre I. point A, alinéa 1 comme suit: La requête de l'initiative **"Sauvegarde des droits publics: Initiative communale pour la protection du réseau municipal des conduites"** est rejetée.

La proposition est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous votons sur la proposition de la Commission de gestion concernant le chiffre I. point A, alinéa 2. Monsieur Fehr aimerait encore s'exprimer.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich bin der Meinung, dass es nicht mehr stimmt, wenn in 1 A Ziff. 2 einfach der Vorschlag der GPK übernommen wird. Ursprünglich schlug die GPK vor, sowohl Ziff. 1 als auch Ziff. 2 so stark als möglich zu kürzen. Nun wurde unter Ziff. 1 der Titel der Initiative eingefügt. Deshalb möchte ich dem Stadtrat beliebt machen, unter Ziff. 2 dem ursprünglichen Vorschlag des Gemeinderats zuzustimmen. Dann wird klar, was der Gegenentwurf ist.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La Commission de gestion maintient-elle sa proposition?

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK beantragt, ihre bereits vorgeschlagene Korrektur von "Gegenvorschlag" in "Gegenentwurf" beizubehalten und für den Titel des Gegenentwurfs die gleiche Formulierung zu verwenden wie auf dem Titelblatt der Botschaft ("Änderung der Rechtsform des Energie Service Biel/Bienne (ESB) in ein selbstständiges Gemeindeunternehmen (selbständige öffentlich-rechtliche Anstalt)).

Vote

- sur la proposition de remanier le chiffre I. point A, alinéa 2 comme suit: Le contre-projet (**Gegenentwurf**) du Conseil de ville **"Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)"** est accepté.

La proposition est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous votons le projet d'arrêté avec les modifications apportées au chiffre I. point A. 1 et 2.

Vote

A. Vu le message du Conseil de ville du 14 décembre 2011 concernant **"1. Initiative "Sauvegarde des droits publics: Initiative communale pour la protection du réseau municipal des conduites" / 2. Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)", et s'appuyant sur les art. 11, al. 1, let. e, 20, al. 2, et 21 du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne arrête:**

1. La requête de l'initiative **"Sauvegarde des droits publics: Initiative communale** pour la protection du réseau municipal des conduites" est rejetée.
2. Le contre-projet (**Gegenentwurf**) du Conseil de ville **"Modification de la forme juridique d'Énergie Service Biel/Bienne (ESB) en une entreprise municipale autonome (établissement autonome de droit public)"** est accepté.

La proposition est acceptée par 47 OUI, 6 NON et 0 abstention.

B. Le Conseil de ville recommande aux ayants droit au vote de donner la préférence au contre-projet du Conseil de ville à la question subsidiaire (question 3 du bulletin de vote).

La proposition est acceptée par 47 OUI, 7 NON et 0 abstention.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Quelque chose ne joue pas. Nous n'avons pas le même total qu'au vote précédent! *Agitation dans la salle...* Faut-il recompter?

Fehr Erich, Stadtpräsident: Für die Botschaft ist nur das Stimmergebnis für die gesamte Ziff. I nötig. Das Ergebnis ist klar, somit kann meiner Meinung nach auf eine Nachzählung verzichtet werden. Es muss aber noch über die gesamte Ziff. I abgestimmt werden, weil dieses Ergebnis in der Botschaft veröffentlicht werden muss. Dies gilt auch für Ziff. III, denn dieser Punkt unterliegt dem fakultativen Referendum. Auch dafür ist die Stimmenzahl relevant.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Pour que ce soit clair, nous votons à nouveau le chiffre I. point A, alinéas 1 et 2 ainsi que le point B.

Vote

- sur le chiffre I. point A, alinéas 1 et 2 ainsi que le point B

La proposition est acceptée par 47 OUI, 7 NON et 0 abstention.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous passons à la discussion des chiffres II à IV. Le chiffre II comporte la proposition de la Commission de gestion d'ajouter que le Conseil de ville décide de confier la rédaction du texte du message à une Commission de rédaction.

Vote

- II. Le projet de message du Conseil de ville à l'attention des ayants droit au vote biennois est approuvé. **Le Conseil de ville décide de confier la rédaction du texte du message à une Commission de rédaction.**

La proposition est acceptée.

- III. Sous réserve de l'acceptation du point 1 et en l'absence de référendum facultatif, le Règlement de l'entreprise municipale autonome Énergie Service Biel/Bienne (ESB) est approuvé **avec modifications.**

La proposition est acceptée par 48 OUI, 6 NON et 0 abstention.

- IV. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté et édicte, si nécessaire, les dispositions d'exécution requises.

La proposition est acceptée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous remercie beaucoup. J'invite, à l'issue de la séance, les présidents et présidentes de groupes de venir vers moi. Il faut fixer une date pour une séance afin d'élire un président/e ainsi que des membres de la Commission de rédaction. C'est très important.

197. Discours d'adieux Thomas Lachat

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Cher Thomas, ton engagement au sein du Conseil de ville a débuté en janvier 2007. Très rapidement tu as rejoint le Bureau du Conseil de ville (septembre 2007), pour accéder à la deuxième vice-présidence. Pour des raisons professionnelles, tu as décidé de quitter le navire à fin décembre 2011. Au nom du Conseil de ville, je te remercie infiniment de ton grand engagement et te souhaite tout de bon pour l'avenir. J'espère que tu seras des nôtres, demain soir, au souper de Noël du Conseil de ville et surtout au plaisir de te revoir lors d'une prochaine rencontre. Merci Thomas.

Lachat Thomas, SP: Ich möchte mich ganz herzlich für die gute Zusammenarbeit bedanken. Es war mir eine Freude, an den Stadtratssitzungen teilzunehmen. Momentan bin ich beruflich stark gefordert und es wird zunehmend schwieriger, Politik und Beruf unter einen Hut zu bringen. Alleine letzten Monat führte ich ungefähr 30 MitarbeiterInnengespräche durch und fragte die Lehrpersonen immer, wie es um ihre Work-Life-Balance stehe. Nicht zuletzt dadurch gelangte ich zur Überzeugung, dass auch ich selber etwas besser zu mir schauen muss. Ich wünsche dem Stadtrat tout de bon und eine gute Politik im Interesse Biels (*Applaus*).

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: Il est d'usage, en tant que Président du groupe, de remercier les membres sortants. Je m'associe aux remerciements de la Présidente du Conseil de ville. Vous connaissez tous Thomas Lachat et avez apprécié sa hauteur de vue et ses compétences. Le Groupe socialiste en a beaucoup profité. Cher Thomas, comme nous n'avons appris ta démission que ce matin, le Groupe socialiste t'offrira ton cadeau de départ demain soir à l'occasion du souper de Noël, qui réunira tout le Conseil de ville.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: La séance de demain est donc annulée. Les interventions parlementaires, qui n'ont pas pu être traitées ce soir, sont reportées à la séance du Conseil de ville de janvier. Le Conseil de ville se retrouvera demain à 20h à la Résidence Au Lac pour la célébration annuelle du souper de Noël. Je formule, à toutes les personnes qui ne pourront pas participer au souper, mes meilleurs vœux pour les fêtes de fin d'année et une très bonne année 2012.

198. Nouvelles interventions

20110408	Motion Salomé Strobel, Fraktion SP	BAU
	Verzicht auf das elektronische Fussgängerleitsystem Renoncement au système de guidage électronique pour piétons	PRA, BSK
20110409	Postulat Barbara Chevallier, Groupe PS	FPC
	Bienne au cœur des sites palafittiques préhistoriques Biel im Zentrum der prähistorischen Pfahlbaustätten	MAI
20110410	Interpellation Fritz Freuler, Grüne Biel	PRA
	Personalentwicklung in der Stadt Biel unter Berücksichtigung der Demographie Développement du personnel au sein de la Ville de Bienne compte tenu de la démographie	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.40 heures / Uhr

La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Monique Esseiva

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof